

L'évolution du discours d'un parti populiste de droite radicale

Le cas du Front national français sous la présidence de Marine Le Pen

Mémoire réalisé par
Naomi Dewulf

Promoteur
Pr. Nathalie Schiffino

Co-promoteur
Benjamin Biard

Lecteur
Joël Ficet

Année académique 2016-2017
Master en Sciences politiques – orientation relations internationales

Je tiens tout d'abord à remercier ma promotrice, la Professeure Nathalie Schiffino et mon co-promoteur, Monsieur Benjamin Biard, pour leurs conseils avisés et leur présence tout au long de cette recherche.

Je tiens également à remercier ma famille, mes amis et plus particulièrement mes parents qui m'ont soutenue durant toute la durée de mes études universitaires.

Finalement, je souhaite adresser mes remerciements à Anne, Yasmine, Nora et ma maman pour avoir pris le temps de relire mon mémoire.

Résumé

De nos jours, le populisme est un terme employé très régulièrement dans la presse et lors des débats politiques. Cependant, dans le milieu scientifique, ce dernier ne dispose pas de définition unanimement acceptée. La tâche est donc de relever le maximum d'éléments faisant consensus dans la littérature afin de saisir au mieux le concept. L'utilisation abusive de ce dernier est notamment dû au fait que depuis quelques années, les partis populistes sont de plus en plus nombreux à effectuer des percées électorales partout en Europe. C'est entre autres le cas du Front national français qui n'a jamais obtenu de meilleurs scores que lors des derniers scrutins tant européens que nationaux. L'arrivée à la présidence du parti de Marine Le Pen en 2011 a marqué l'entrée du parti dans une nouvelle étape de son histoire. La nouvelle présidente, dans le but de rendre son parti crédible institutionnellement, a dû diversifier les thèmes de son discours particulièrement au niveau économique. Mais ce n'est pas le seul changement qu'il est possible d'observer. Alors que Jean-Marie Le Pen pouvait être qualifié comme représentant l'extrême droite, sa fille peut être qualifiée de populiste de droite radicale. L'analyse de ses discours entre janvier 2011 et février 2017 et des articles de presses s'y rapportant tend à confirmer cela. La recherche effectuée démontre également que la présidente du Front national centre sa rhétorique autour d'un thème principal : le souverainisme.

Mots clés : Front national – Marine Le Pen – populisme – extrême droite – droite radicale – discours – immigration – souverainisme

LISTE DES ACRONYMES

FPÖ	Freiheitliche Partei Österreichs
FN	Front national
FNUF	Front national pour l'unité française
IVG	Interruption volontaire de grossesse
LR	Les Républicains
MNR	Mouvement national républicain
MSI	Movimento Sociale Italiano
OTAN	Organisation du traité atlantique nord
PS	Parti socialiste
UE	Union européenne
UDCA	Union de défense Commerçants et Artisans
UMP	Union pour un mouvement populaire

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Entretiens effectués	p. 87
Annexe 2 : Relevé des thèmes ventilés par colonnes avec extraits de verbatims des discours de Marine Le Pen et d'éléments repris dans la presse	p.88
Annexe 3 : Affiches de campagne de Marine Le Pen de 2012 et 2017	p.126
Annexe 4 : Discours de Marine Le Pen employés pour l'analyse	p.127

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

Tableau 1 – Liste des discours sélectionnés pour l’analyse thématique	p.48
Tableau 2 – Arbre thématique préalable à l’analyse	p.51
Tableau 3 – Mise à jour de l’arbre thématique	p.77

SOMMAIRE

Introduction	9
Chapitre 1 : Cadre conceptuel	11
1. Origine (19 ^{ème} siècle).....	11
2. Evolution du phénomène (20 ^{ème} siècle).....	13
3. Définition (21 ^{ème} siècle).....	15
4. Marqueurs du populisme	17
4.1 Une opposition entre le peuple et les élites	17
4.2 Un souverainisme politique et économique.....	18
4.3 Identité négative	18
4.4 Une exaltation des valeurs démocratiques	19
4.5 Présence d'un leader charismatique	20
5. Les différentes appellations actuelles.....	21
6. Conclusion du chapitre.....	26
Chapitre 2 - revue de littérature sur les discours du Front national.....	28
1. Evolution historique du Front national.....	28
2. Evolution des thèmes du parti	32
2.1 Le nationalisme	33
2.2 La mondialisation et l'Union européenne	34
2.3 Le lien entre immigration – insécurité – chômage	35
2.4 Les questions sociétales.....	38
2.5 Positionnement socio-économique.....	42
3. Conclusion.....	44
Chapitre 3 : analyse des discours de Marine Le Pen de 2011 à 2017.....	46
1. Méthodologie.....	46
2. Analyse thématique	52
2.1 Résultats de l'analyse des discours.....	52
a) Le nationalisme	55
b) Le souverainisme : l'Union européenne et la mondialisation	55
c) Les marqueurs du populisme de droite radicale	58
2.2 Analyse des articles de presse	61
a) Les « 3 i » : insécurité – immigration – Islam.....	61
b) Le nationalisme	63

c) Le souverainisme : l'Union européenne et la mondialisation	63
d) Les marqueurs du populisme de droite radicale	66
e) Thèmes « absents ».....	68
3. Conclusion.....	68
Chapitre 4 : Articulation entre la partie conceptuelle et les résultats de l'analyse	71
1. Liens entre les thèmes	71
2. Confrontation entre le cadre conceptuel et les résultats de l'analyse	73
3. Conclusion.....	76
Conclusion.....	78
Bibliographie.....	80
Annexes.....	86

INTRODUCTION

« Le Front national est le premier parti de France ». Voilà ce que nous pouvions lire sur les affiches de celui-ci suite à l'annonce des résultats des élections européennes de mai 2014. Avec 25,4% des suffrages, ces élections furent un triomphe historique pour le parti frontiste. (Galiero, 2014)

Ce dernier, né en 1972, ne s'était jamais placé devant tous les partis « traditionnels » français. Jean-Marie Le Pen avait déjà provoqué un « choc », en 2002, en accédant au second tour des élections présidentielles. Mais il n'avait pas su vaincre le « Front républicain » de l'époque. Depuis que sa fille, Marine Le Pen est devenue la présidente du parti, les scores lors des scrutins électoraux n'ont jamais été aussi élevés. De nos jours, une victoire frontiste lors d'élections présidentielles apparaît comme étant de plus en plus probable.

C'est également le cas pour de nombreux partis en Europe. Ces dernières années, les partis considérés comme populistes rencontrent un succès électoral partout sur le continent. Cela a d'ailleurs engendré une diffusion massive du terme populisme dans les médias et les débats politiques au point qu'il en devient difficile de le définir. Il s'agit d'ailleurs d'un concept disposant d'une pluralité de définition dans la littérature scientifique tant le phénomène est applicable à des situations diverses.

Marine Le Pen ne rejette pas ce qualificatif de populiste, elle se revendique même comme étant la représentante du seul parti proche « du peuple » en France. Elle a poursuivi la stratégie de dédramatisation qui guidait le parti depuis plusieurs années. L'une des manières d'effectuer cette dédramatisation passe par les discours qu'elle aurait rendus plus politiquement corrects que ne l'étaient ceux de son père. C'est pourquoi, nous nous sommes dès lors posés la question suivante : « Comment le discours de Marine Le Pen évolue entre janvier 2011 et janvier 2017 ? ».

L'hypothèse qui suit cette question est que le discours de Marine Le Pen, entre 2011 et 2017, évolue d'un discours d'extrême droite à un discours populiste de droite radicale.

Le présent mémoire sera constitué de quatre chapitres. Le premier aura pour objet d'établir un cadre conceptuel autour des notions de populisme et ensuite plus précisément de populisme de droite radicale afin d'en relever les principaux marqueurs et les principales différences avec

l'extrême droite. La littérature étudiée sera comprise depuis 1980 jusqu'à nos jours. Le second chapitre consistera en une revue de littérature sur les discours du Front national en effectuant tout d'abord un historique relativement bref du parti. Ensuite, nous observerons quels sont les principaux thèmes que celui-ci traite et l'évolution de ces derniers entre la présidence de Jean-Marie Le Pen et de Marine Le Pen. Le troisième chapitre détaillera la méthodologie employée pour le présent mémoire. Il s'agira d'effectuer une analyse thématique des discours de Marine Le Pen. L'originalité de la méthodologie réside dans le fait d'étudier sept discours récents de Marine Le Pen, entre 2011 et 2017, mais aussi d'articles de presse traitant de ces mêmes discours. Un arbre thématique sera employé pour reprendre synthétiquement les thèmes que nous analyserons. Suite à cette analyse thématique de nos deux types de sources, nous les confronterons pour observer si l'évolution, ou non, est constatée de manière identique dans chacune. Finalement, le dernier chapitre se concentrera sur les liens que Marine Le Pen effectue entre les différents thèmes. Mais aussi sur une articulation entre le cadre conceptuel et les résultats de l'analyse. Notre arbre thématique sera alors mis à jour en fonction de nos résultats.

Précisons dès à présent une limite qui s'est imposée à nous dans ce mémoire, en termes de période. Cette recherche a été réalisée simultanément à la campagne et aux élections présidentielles de 2017. Il aurait été intéressant de pouvoir inclure les résultats et les conséquences de celle-ci. Cependant, en termes de recul, il n'était pas réalisable d'inclure ces dernières dans l'analyse.

CHAPITRE 1 : CADRE CONCEPTUEL

Lors du lancement de sa campagne pour les élections présidentielles de 2017, Marine Le Pen a choisi le slogan « Au nom du peuple ». Avec ce dernier, la candidate s'affichait clairement comme étant populiste (Gross, 2016). En 2013, la présidente du Front national disait lors d'une interview être contre le qualificatif « d'extrême droite » qu'elle jugeait comme étant une injure. Et à la suite d'une question, elle déclarait accepter l'expression de « national-populisme » qui pour elle, bien qu'utilisée péjorativement, regroupe les partis européens qui sont en opposition avec l'Union européenne et en faveur du rétablissement des frontières et de la souveraineté des Etats. (Renou, 2013)

Notre premier chapitre vise, à travers ses 6 sous-sections, à remplir 3 objectifs : conceptualiser et situer historiquement le populisme, en fournir les marqueurs faisant consensus dans la littérature et actualiser le phénomène à l'aune de notre objet d'étude. Plusieurs typologies sur le populisme, par différents auteurs, vont être mobilisées dans plusieurs sections du chapitre. Nous reviendrons en premier lieu sur l'origine du populisme au 19^{ème} siècle que nous compléterons avec l'évolution qu'a connue ce phénomène au 20^{ème} siècle. A la suite de cela, nous nous intéresserons aux diverses définitions établies à propos du populisme afin d'en relever les marqueurs importants. Suite à ces marqueurs, nous reviendrons sur les différentes appellations qui sont employées de nos jours pour après aborder plus en détail les diverses typologies qui existent le concernant. Finalement, nous conclurons ce chapitre en synthétisant les éléments conceptuels nécessaires pour la suite du mémoire en nous demandant quel est l'enjeu posé par le populisme à la démocratie actuellement.

1. Origine (19^{ème} siècle)

Le populisme est un phénomène complexe (comme nous le verrons dans les pages qui suivent). Cependant nous pouvons, déjà à ce stade, citer Nonna Mayer pour qui « il n'y a pas de termes plus insaisissables que le populisme » (Mayer, 2005 :161). Il est donc nécessaire de mobiliser plusieurs disciplines pour l'étudier. C'est pourquoi, nous avons fait le choix de revenir sur plusieurs de ses manifestations dans l'histoire moderne afin de comprendre au mieux le phénomène populiste et sa complexité.

Si le populisme est un terme considéré par beaucoup comme « fourre-tout », il n'en est pas moins vide de sens et possède une longue histoire. En effet, au regard de celle-ci, le populisme

a été utilisé dans des situations et à des époques qui n'ont rien de comparable. Par conséquent, pour le psychosociologue Alexandre Dorna, il est compliqué à analyser et il est possible de trouver de nombreuses tentatives de définitions que nous développerons plus tard dans ce mémoire. (Dorna, 2003)

Concernant l'époque moderne, c'est chronologiquement en Russie, et dans la seconde partie du 19^{ème} siècle, que l'on parle pour la première fois de populisme. Notons que le terme populisme provient du latin *populus* auquel le suffixe « isme » a été ajouté ; cela correspond à la traduction du mot russe « Narodnicesto » qui signifie : sentiment qui porte vers le peuple. Le mouvement Narodniki prend forme à cette époque (Zoungwana, 1997 : 57), il s'agissait d'une révolte paysanne à la fois contre le régime Tsariste mais également contre les bolcheviks. Durant l'époque du communisme, le terme populiste a été attribué péjorativement à ceux que l'on considérait comme étant au centre de l'échiquier politique et qui, par conséquent, niaient la lutte des classes. (Dorna, 2005 : 4) D'après Taguieff, le populisme russe avait la forme d'un socialisme humaniste et progressiste. (Taguieff, 1998 : 5)

Par la suite, on a également pu observer des manifestations populistes aux Etats-Unis, il s'agissait de mobilisation venant du milieu agraire qui avait pour fondement un anticapitalisme et une volonté de réforme. (Taguieff, 1998 : 5) La concrétisation fut la création du *People's party* à Saint Louis. En 1890, Mary Elizabeth Lease, membre du parti déclarait que « Wall Street possède le pays » et que « ce n'est plus un gouvernement de, par et pour le peuple, mais de, par et pour Wall Street ». Nous voyons déjà à ce stade une opposition entre le peuple et les élites que nous développerons plus loin dans ce chapitre. (Jamin, 2009 : 102) Une victoire du parti fut la candidature en 1892, aux élections présidentielles, d'un candidat populiste, J.B. Weaver. Il a échoué de peu mais ce n'a pas été pour autant la disparition du populisme aux Etats-Unis. Nous pouvons en retrouver des traces durant le mandat de plusieurs présidents, autant démocrates que républicains, comme par exemple Roosevelt, Truman, Kennedy ou encore Bill Clinton. (Dorna, 2007 : 30) Le mouvement du *Tea Party* peut également être une illustration actuelle du populisme aux Etats-Unis et ce, depuis 2009. Ce parti, né en réaction avec la politique menée par Barack Obama, manifeste, par exemple, son opposition au soutien qui a été apporté aux banques de Wall Street en 2008. On observe donc une position contre « l'élite » à la fois politique et financière. (Jamin, exposé à Mons, le 3 avril 2017)

L'un des mouvements populistes les plus connus est celui qui a émergé en Amérique latine à partir des années 1930. De nombreux pays sont alors dirigés par des gouvernements faibles et corrompus, d'où l'apparition de plusieurs leaders charismatiques. Ces derniers ont conquis le pouvoir car ils représentaient un espoir en se battant pour le peuple et pour une amélioration de la justice sociale. On se trouvait donc dans ce cas-ci face à « un processus progressiste de réformes ». (Dorna, 2005 :4) La figure la plus emblématique de cette époque est sans doute l'argentin Juan Domingo Perón. Il est possible de caractériser le péronisme comme étant nationaliste, anti-impérialiste et transclassique. Ce mythe du péronisme est encore, à l'heure actuelle, très présent dans le pays grâce notamment à la politique sociale qui avait été mise en place. A l'époque, le populisme était donc greffé sur une idéologie sociale et/ou nationaliste. (Dorna, 2003) Tout le continent latino-américain a été touché par le populisme. Nous pouvons également évoquer le Venezuela, à côté du péronisme, en est une des illustrations les plus connues, il dirigé encore aujourd'hui encore par un leader populiste, Nicolas Maduro, héritier du charismatique Hugo Chavez président entre 1999 et 2013. (Paranagua, 2017)

Certes, le cas de Perón illustre le populisme de gauche mais étant l'une des premières expressions du phénomène, il nous semblait important de l'évoquer dans le cadre de ce mémoire.

2. Evolution du phénomène (20^{ème} siècle)

Après ces manifestations populistes, il est possible de situer la première extension européenne du terme au début des années 1980, particulièrement au sein de la droite conservatrice voire de l'extrême droite, avec par exemple Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, le Poujadisme et le Front national en France, le rexisme belge ou encore la montée de Jörg Haider en Autriche. (Taguieff, 1998 : 5)

Ces populismes étaient de deux ordres selon Taguieff : protestataire ou identitaire. Bien que l'auteur explique que ces deux types composent à chaque fois les phénomènes populistes qu'il a étudiés.

Tout d'abord, il y a le populisme protestataire. Nous pouvons le retrouver à travers un vote, un parti ou une mobilisation. Il est possible de l'identifier à un style ou une fonction idéologico-politique. On peut qualifier un mouvement politique de populisme protestataire lorsque les motivations de la mobilisation sont l'insatisfaction et le mécontentement. On peut observer cela

par exemple via des manifestations, l'engagement dans des mouvements contestataires, par des votes de rejets ou par l'abstentionnisme. On peut qualifier un vote protestataire comme étant un vote contre quelqu'un ou contre quelque chose (un leader politique, une politique publique ou un système politique en général). Ce type de vote est également qualifié comme étant l'expression d'une crise de la représentation ou d'une crise de confiance envers les représentants politiques. C'est pourquoi, lors des suffrages, les votes se dirigent vers les extrêmes ou vers ceux qui ne représentent « ni la droite ni la gauche ». (Taguieff, 2012 : 41-42)

Nous pouvons illustrer ce populisme protestataire par le poujadisme en France dans les années 1950. Ce mouvement était composé de commerçants et d'artisans qui se sentaient menacés. Un leader charismatique et démagogue, Pierre Poujade, s'est alors démarqué à la suite du vote antisystème de ces gens « d'en bas ». Il se présente comme un sauveur pour lutter contre ce système. Il est possible de retrouver ces caractéristiques chez d'autres acteurs de l'histoire française comme le général Boulanger ou encore Jean-Marie Le Pen. (Taguieff, 2012 : 42) Ce dernier a créé le Front national en 1972 et le parti n'a cessé de gagner des voix aux différents suffrages avec pour apogée, le « choc » de 2002 : une qualification au second tour de l'élection présidentielle de Marine Le Pen avec 16,86% des voix. (Guerrier, Moncla, 2017)

En effet, les partis protestataires rassemblent des mécontents et des révoltés qui n'ont plus confiance en les élites qu'ils considèrent comme étant corrompues. Ces partis sont définis paradoxalement comme étant « anti-partis » en particulier en Europe depuis une trentaine d'années. (Taguieff, 2012 : 42)

Ensuite, le second type de populisme est celui qui se concentre sur l'aspect nationaliste ou ethnonationaliste, on l'appelle le populisme identitaire. Taguieff l'explique comme étant un type de populisme où « l'appel au peuple se fixe sur la nation supposée menacée, la contestation du « système » et la dénonciation des élites sont mises au service du grand récit sur l'origine du mal : « l'immigration ». (Taguieff, 2012 : 56)

Au début des années 1990, le terme populisme a été de plus en plus utilisé à travers le monde que cela soit avec Fujimori au Pérou, Eltsine en Russie ou Bossi en Italie, pour n'en citer que trois. En effet, de nouveaux leaders charismatiques se sont démarqués en affirmant parler directement au peuple. Ils ont dénoncé avec force les élites en place et se proclamaient comme étant antipartis. Il était possible d'observer, ensuite et pour la première fois, la proposition d'un

programme politique bien que réduit à quelques vagues promesses. Le fait que le populisme se répande de manière incontrôlable dans situations très variées a provoqué la perte de sens précis du terme. (Taguieff, 1998 : 6)

C'est donc au début des années 1990 que le populisme est sorti du milieu scientifique pour devenir un terme « populaire » et polémique dans les médias au niveau européen. Dans le jargon politique, pour ses opposants, le populisme est alors devenu un moyen de délégitimer et de stigmatiser. A l'inverse, les populistes s'autodésignent comme tels car de leur point de vue, cette désignation est positive. (Taguieff, 1998 : 6)

Depuis que la fille, Marine Le Pen, a pris la présidence du parti en 2011, les scores du parti ont continué à évoluer jusqu'aux élections européennes de 2014 où le Front national s'est positionné comme le premier parti national avec 24,86%. Il confirme encore son ascension lors des élections régionales de 2015 en arrivant de nouveau en tête avec 27,73% au premier tour. Bien que n'ayant remporté aucune région après le second tour et malgré un fort taux d'abstention, il est impossible de nier le fait que le parti remporte de plus en plus de suffrages. (Guerrier, Moncla, 2017)

3. Définition (21^{ème} siècle)

Pierre-André Taguieff définit le populisme comme étant « un style politique fondé sur l'appel au peuple ainsi que sur le culte et la défense du peuple, compatible en principe avec toutes les idéologies politiques » (Taguieff, 2007 : 31). Dans un autre ouvrage, il ajoute que le populisme est « l'acte de prendre publiquement le parti du peuple contre les élites, ou encore par le « culte du peuple » avec diverses connotations (souveraineté populaire, culture populaire, etc.) ». (Taguieff, 2012 : 39) Le peuple est vu dans le populisme comme *ethnos* c'est-à-dire la nation au niveau ethnique mais également comme *dêmos* ce qui correspond à l'appel des gens venant « d'en bas ». (Taguieff, 1997 : 23)

Quand on parle du fait d'appeler le peuple, le populiste le fait en étant direct c'est-à-dire en évitant d'être filtré par les instances représentatives. En suivant cela, il est possible de faire un lien entre le populisme et la démocratie directe. L'appel au peuple est effectué par un leader charismatique. Ce dernier peut être de deux natures : un simple démagogue ou un dictateur populaire. L'association entre populisme et autoritarisme est due justement à ces dictateurs populistes que l'on a pu voir dans plusieurs pays d'Amérique latine. (Taguieff, 2012 : 39-40)

L'appel au peuple dans le populisme passe par la valorisation de celui-ci en le mobilisant autour d'un « appel contre ». Cela peut être un appel à réagir contre les élites, les étrangers ou toutes autres catégories sociales qui sont jugées inquiétantes ou menaçantes. On valorise ce peuple car il est censé représenter « les gens bien, les gens simples ». Il est composé de personnes authentiques et honnêtes, à l'opposé des élites que l'on considère illégitimes et corrompues. Suivant ce schéma d'opposition avec les élites, le peuple est composé des classes populaires ou de la communauté nationale. Il représente les « gens d'en bas » face au « gens d'en haut ». (Taguieff, 2012 : 40)

De plus, le discours populiste est motivé par le changement. En effet, on appelle le peuple à rompre, à en finir, avec le système politique existant. La volonté est « d'en finir avec la bureaucratie et la partitocratie ». L'image qui peut y être associée est celle d'un grand nettoyage, d'un renouveau. (Taguieff, 2012 : 40)

Jérôme Jamin, comme ses confrères, met en avant le fait que le populisme est un concept problématique notamment en raison de l'utilisation abusive qu'en font les médias. (Jamin, 2009 : 91) Pour tenter de le définir, il reprend la position développée par Canovan qui est que, sauf si on estime l'opposition avec les élites et le système de manière générale comme étant une doctrine, il est possible de dire que « le populisme incarne plus un mouvement qu'un véritable parti, un syndrome propre à certaines circonstances politiques plutôt qu'une doctrine bien établie et propre à une formation politique ». (Canovan, 1981 : 290) Ensuite, Jamin rejoint Hermet (2001) sur le fait que le populisme ne dispose pas de grands théoriciens ou de doctrines unanimement acceptées contrairement à des idéologies comme le marxisme, le libéralisme ou le socialisme. Ce qui confirme pour l'auteur que le populisme est un style politique qui cherche à mobiliser le plus grand nombre en utilisant la démagogie. (Jamin, 2009 : 94)

Par la suite, Jamin développe l'idée que le discours populiste est simplificateur à l'extrême notamment en ce qui concerne les enjeux de société dont il se saisit. De nombreux thèmes tels que la crise économique, le chômage, l'insécurité ou les inégalités sont traités de façon simplifiée en mettant en opposition le peuple et les élites (Jamin, 2009 : 105). Régis Dandoy s'est positionné de la même manière, durant notre entretien, en caractérisant également les solutions apportées par les discours populistes comme étant simplistes (Dandoy – entretien le 10 avril 2017). Nous pouvons associer ces deux analyses avec la formule du philosophe Baltasar Gracian : « Pour séduire, il faut réduire ». (Dorna, 2003)

La deuxième caractéristique majeure du discours populiste pour Dandoy est le fait qu'il s'adresse à l'entièreté de la population et ne se focalise pas sur une catégorie sociale spécifique comme par exemple les ouvriers : l'objectif est de toucher le plus grand nombre. Une troisième caractéristique c'est le fait que les discours contiennent un aspect « anti-élite », « anti-médias », « anti-establishment » c'est-à-dire tout ce qui n'est pas « simple » et qui pourrait produire une réponse complexe au problème simple mis en avant par le discours populiste. (Dandoy, entretien le 10 avril 2017)

Lors d'un entretien avec le doctorant François Debras, il nous a expliqué que pour sa part, il considère le populisme comme étant une rhétorique et non pas une idéologie. Il met en avant la dichotomie qui est présente dans le populisme avec d'un côté le peuple homogène, majoritaire et travailleur et de l'autre côté, les élites minoritaires, hétérogènes et paresseuses. Pour lui, le populisme n'est pas une idéologie car il n'existe pas réellement d'histoire du populisme ni de grands théoriciens de référence. (Debras – entretien le 3 avril 2017 à Mons)

Le populisme est un concept qui ne dispose pas de vision spécifique du monde comme l'a expliqué Jérôme Jamin ainsi que Régis Dandoy lors de notre entretien. Ils sont rejoints sur ce point par Alexandre Dorna, pour qui le populisme ne représente pas « une idée originale, ni une théorie globale, encore moins une conception de l'homme et de la société ». (Dorna, 2003)

4. Marqueurs du populisme

Dans cette section, nous allons revenir sur les différents marqueurs du populisme qui font consensus dans la littérature scientifique : une opposition entre le peuple et les élites, un souverainisme politique et économique, une identité négative, une exaltation des valeurs démocratiques et la présence d'un leader charismatique.

4.1 Une opposition entre le peuple et les élites

Canovan a développé l'opposition entre d'un côté le peuple et de l'autre les élites. Tout d'abord, elle met en avant le fait que le peuple est considéré comme étant majoritaire au sein de la société et par conséquent, il induit une forme de légitimité. Etant donné que le peuple est légitime, son opinion est considérée comme étant la vérité. Par conséquent, le discours du leader populiste est légitime car il parle au nom de celui-ci. Ce peuple est composé de « Monsieur et Madame tout le monde » (Canovan, 1981 : 4)

Face à ce peuple, Canovan continue en décrivant une élite qui est, elle, minoritaire et supposément corrompue, par conséquent, illégitime. Celle-ci est composée des politiciens, des bureaucrates mais également des représentants du monde financier. Dans la rhétorique populiste, les élites n'agissent pas dans l'intérêt du peuple mais uniquement dans le leur. (Canovan, 1981 : 34)

L'opposition que l'on trouve entre les deux est donc nourrie par le fait que l'on considère le peuple comme étant légitime, homogène et travailleur « dur » face à une élite minoritaire, hétérogène et paresseuse. (Debras – interview le 3 avril 2017 à Mons) Le peuple est considéré comme étant homogène est c'est ici l'idée d'homogénéité qui importe et non pas sa réalité effective. En effet, on considère que le peuple a les mêmes objectifs et les mêmes aspirations. (Jamin, 2009 : 95) Pour les élites, la dimension la plus mobilisée est sans doute le fait qu'elle soit minoritaire, représentant un nombre toujours inférieur au peuple. Ces derniers, peu importe le fait qu'ils soient banquiers, politiciens ou autres, sont qualifiés de « menteurs professionnels », de profiteurs qui ne visent que leurs intérêts personnels. (Jamin, 2009 : 102)

De nombreux auteurs tels que Mayer ou Taguieff insistent sur le fait que dans le populisme, un appel direct au peuple est fait via un discours à l'encontre des élites qui se seraient accaparées le pouvoir. (Mayer, 2005 : 161)

4.2 Un souverainisme politique et économique

Les partis populistes de droite s'opposent fortement à la mondialisation et la construction européenne. Il y a un rejet et des critiques envers les institutions et des règles qui en viennent, et qui sont jugées comme agissant à l'encontre du peuple. Toutes les difficultés que rencontre ce peuple sont dues à la mondialisation et à l'Union européenne. L'élite, elle, est en faveur de cela car son bénéfice personnel est nourri. Le souverainisme politique entend également un rejet de l'immigration et une volonté, si pas de fermeture, d'un plus grand contrôle aux frontières. Mais ce qui pose principalement problèmes à ces mouvements ce sont les « privilèges » et droits qui sont accordés à ces immigrés et pas leur nombre. (Biard, 2015 : 12)

4.3 Identité négative

Dans la rhétorique populiste, on est avant tout contre quelque chose. L'identité que nous possédons prend racine dans « l'opposition à son contraire, dans la négation et dans la stigmatisation de ce dernier ». En effet, systématiquement, un groupe est caractérisé par ce qui est censé être son contraire ou extérieur à celui-ci. On peut parler d'une logique d'opposition

identitaire en ayant d'un côté « nous » et « eux », les « bons » et les « mauvais », « ceux d'ici » et « ceux de là-bas » mais aussi des « nationaux » et des « étrangers ». (Jamin, 2009 : 107) Taguieff explique cette opposition comme étant une rhétorique autour du blâme et de l'éloge, de la fascination et du rejet voire de l'amour et de la haine. (Taguieff, 2002 : 84) Ce développement illustre une nouvelle fois, selon Jamin, pourquoi le populisme est une rhétorique et non pas une idéologie : le simple fait d'être en opposition à quelque chose ne permet pas d'établir une doctrine. (Jamin, 2009 : 107)

Finalement, ce qui ressort de cette opposition c'est l'exacerbation de l'identité nationale. Les discours populistes ont pour ambition de développer au maximum le sentiment d'appartenance nationale et par conséquent de construire un rejet envers tout ce qui ne fait pas partie de la nation. Ce rejet fait de l'étranger un bouc émissaire idéal pour les problèmes de la société. (Jamin, 2009 : 107) Lecoœur démontre que le Front national applique cette stratégie : l'objectif est de trouver des ennemis contre lesquels mener des actions et ces derniers sont nécessaires car sans eux, il n'est pas possible d'établir des frontières et s'il n'y a pas de frontière, il n'y a pas de « nous ». (Lecoœur 2003 : 239) Il est également possible de citer Taggart ici qui met en avant le fait que le populisme « invoque une idée du peuple qui est caractérisée plus par ceux qu'il exclut que par ceux qu'il inclut » et il ajoute que « les populistes ne savent pas qui ils sont, mais savent qui ils ne sont pas ». (Taggart, 1995 : 37)

4.4 Une exaltation des valeurs démocratiques

Une autre démocratie est recherchée par les partis populistes. Si nous reprenons les mots de Godin : « Le populisme se présente à la fois comme une critique de la démocratie, comme un rejet de la démocratie (sous sa forme représentative) et comme une exigence de démocratie [...] Il est pour la démocratie directe ou participative, contre la démocratie représentative ». (Godin, 2012 : 219) Par conséquent, les leaders populistes prônent une démocratie participative avec la mise en place d'outils tels que les référendums d'initiative populaire en ce qui concerne la prise de décision en dénonçant les multiples dérives de la démocratie représentative. (Biard, 2015 : 12) Le populisme aspire donc à changer le type de démocratie en place et comme l'explique Jamin : « la demande de plus de démocratie et la volonté du peuple d'évincer l'ensemble des parasites qui grouillent entre la volonté du peuple et sa réalisation effective témoignent d'un discours qui se présente comme étant en faveur d'une véritable démocratie » (Jamin, 2009 : 275). Nous pouvons ajouter que le populisme lorsqu'il se manifeste en tant que droite radicale

veut défendre la démocratie comme étant une « société prônant des valeurs de liberté, d'égalité et de laïcité » (Debras, 2016 : 554)

De plus, le populisme a tendance à se développer au sein de démocratie plus encore, le populisme de droite radicale qui est au centre de ce mémoire. En effet, alors que le populisme d'extrême droite « rejects belief in popular sovereignty, normally executed by a 'one person, one vote, election system' » (Mudde, 2010 : 1168), le populisme de droite radicale « is also well embedded in the rules and procedures of electoral democracy » (Albertazzi, Mueller, 2013 : 364).

4.5 Présence d'un leader charismatique

Il n'y a pas de populisme sans figure charismatique à sa tête avec une forte personnalité. Le leader a la capacité de focaliser son appel au peuple sur sa personnalité et donc de ne pas s'attarder sur les détails de la mise en œuvre de son programme et de ses promesses politiques. (Jamin, 2009 : 111) Dorna, qui travaille sur l'aspect psychologique, démontre que le charisme a « un rôle antidépressif ». Il explique qu'un jeu de séduction se met en place et que grâce à cela, le leader réussit à mobiliser et à organiser le peuple qui est en colère. La figure charismatique a la capacité de transcender les clivages politiques établis (Dorna, 2003) et de représenter physiquement l'unité de ce qui semble politiquement incohérent. Il paraît impossible d'avoir une union populaire sans une personnalité pour effectuer le rassemblement. (Jamin, 2009 : 111)

Le leader populiste a l'image d'un sauveur, d'un chef, de quelqu'un qui voit la situation avec clairvoyance et par conséquent qui sait comment agir pour lutter contre les élites et leurs menaces. De plus, il est considéré comme venant du peuple et tirant ses origines des milieux populaires et laborieux. Ensuite, on reconnaît que ce leader est honnête et travailleur, et qu'il souhaite mettre toutes ses compétences au service du peuple. Même si son statut, particulièrement financier, a changé avec le temps, le leader rappelle toujours ses origines « pures », ce qui engendre qu'il ne puisse pas être assimilé aux élites. (Jamin, 2009 : 109)

Taguieff complète l'image du leader en lui attribuant une très bonne capacité de communication et de contact avec le peuple ce qui donne l'impression qu'il en est proche contrairement à l'élite politique en place. (Taguieff, 2002 : 130 – 131) De plus, venant du peuple, le leader connaît les problèmes et les aspirations de celui-ci. (Jamin, 2009 : 110)

En ce qui concerne le Front national, une des grandes différences avec les autres partis français dits « traditionnels » notamment, c'est le fait de présenter le même candidat à plusieurs élections présidentielles de suite. Jean-Marie et Marine Le Pen sont tous deux assimilés directement à leur parti. Typiquement, le logo et même le patronyme ne sont plus réellement nécessaires sur les affiches électorales pour identifier les leaders du FN, leur seul visage suffit. (Igounet, 2017 : 148) Pour ce qui est du charisme, Jean-Marie Le Pen était qualifié par ses proches comme étant « une bête de scène invraisemblable ». (Igounet, 2017 : 150)

5. Les différentes appellations actuelles

Que désigne la droite radicale ou l'extrême droite ? Ces termes sont couramment employés par les médias de nos jours mais il est important d'essayer de distinguer les spécificités de chacun d'entre eux. Notons que tout comme pour le concept de populisme, nombreux sont les auteurs à utiliser les différents termes en ne leur donnant par toujours la même définition.

Nous allons revenir dans un premier temps sur les différentes phases qu'ont connues les partis populistes de droite radicale depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Cette évolution dans le temps nous aide à comprendre le passage de nombreux partis de l'extrême droite à ce que l'on appelle aujourd'hui le populisme de droite radicale. Nous reviendrons plus en détails sur des termes à la suite de l'exposition des quatre phases d'évolution.

Nous considérons que la première phase a commencé juste après la fin de la guerre et qu'elle a duré jusqu'au milieu des années 1950. Les partis de l'époque étaient surtout les héritiers des partis Nazis et Fascistes qui avaient vu le jour durant l'entre-deux guerres. Les partis compris dans cette première phase étaient très petits voire minuscules étant donné les événements de la guerre et ils étaient complètement isolés sur la scène politique. Le *Movimento Sociale Italiano* (MSI) est le parti ayant le plus illustré cette phase, il est le successeur du parti fasciste de Mussolini en Italie. (Widfeldt, 2010 : 12-13)

Au milieu des années 1950, la seconde phase des partis populistes de droite radicale a débuté pour se terminer dans les années 1970. Celle-ci a été fortement différente de la première, Klaus von Beyne (1988) l'a nommée « *Populist Protest* ». Les partis se situant dans cette phase n'ont plus aucun lien avec les partis de l'entre-deux guerre et sont une réaction à l'encontre des évolutions sociales et économiques de l'après Seconde Guerre Mondiale. L'un des partis les plus emblématiques de la période est le parti français « Union de défense Commerçants et

Artisans » (UDCA) avec à sa tête le charismatique Pierre Poujade. C'est l'une des grandes caractéristiques des partis populistes de droite radicale : avoir à sa tête une personnalité unique dotée d'un fort charisme. Leur discours est basé sur une dichotomie « nous » contre « eux », ces derniers étant les politiciens et les bureaucrates. Ces partis disposent d'un fort soutien populaire cependant ils ne sont pas pris au sérieux par leurs pairs et sont par conséquent maintenus à l'écart du système politique. (Widfeldt, 2010 : 14-16)

La troisième phase établie par Klaus von Beyne (1988) commence vers 1980. Celle-ci est composée de deux éléments majeurs qui n'étaient pas présents dans les deux premières phases : un solide support électoral et l'instauration de la thématique de l'immigration. Une nouvelle fois, le parti représentatif de cette phase est français : le Front national de Jean-Marie Le Pen. Ce fut le premier parti populiste de droite radicale à avoir une raisonnable internationale en partie grâce à son leader charismatique. Au niveau européen, il est possible d'évoquer des partis comme le *Vlaams Blok* en Belgique, *Lega Nord* en Italie, *Freiheitliche Partei Österreichs* (FPÖ) en Autriche ou encore *Die Republikaner* en Allemagne. Ces partis ont tendance à se situer économiquement à droite bien que les questions socio-culturelles les mobilisent plus et qu'ils s'expriment vivement à l'encontre de l'immigration. Ils jugent d'ailleurs celle-ci responsable de tous les problèmes économiques de leurs pays. Une dernière particularité des partis de cette troisième phase est le fait qu'ils aient réussi à capter l'attention des médias bien que restant toujours isolés politiquement car un parti populiste de droite radicale semble toujours impensable au sein d'un gouvernement national. (Widfeldt, 2010 : 16-21)

Ces trois phases ont été établies par Klaus von Beyne en 1988. Anders Widfeldt estime que nous sommes entrés dans une quatrième phase depuis le début des années 2000. Il explique qu'avant le début du 21^{ème} siècle, il était impensable qu'un parti populiste de droite radicale intègre un gouvernement national tant ils avaient la réputation de *persona non grata*. Widfeldt appelle la quatrième phase « *legitimacy phase* » car les partis populistes de droite radicale, avec qui personne ne voulait avoir à faire, ont finalement commencé à intégrer les gouvernements et c'est en Autriche que cela eut lieu pour la première fois avec le FPÖ. L'impensable des décennies précédentes s'est donc produit. Cette quatrième phase possède également ses propres caractéristiques : le programme des partis se tourne vers un « *welfare chauvinism* » et non plus vers une économie de droite, la critique de l'immigration s'est précisée contre l'Islam et le danger que représente « l'islamisation » de l'Europe. La volonté de modifier le système

politique est cependant toujours présente dans la rhétorique de ces partis qui à présent, se positionnent aussi contre l'Union européenne. (Widfeldt, 2010 : 21-26)

A présent, abordons le terme d'extrême droite : cette appellation a été appliquée après la Seconde Guerre Mondiale en Europe pour nommer différents mouvements allant des populismes xénophobes et « anti-système », aux partis politiques nationaux-populistes en passant par les fondamentalismes religieux. Il était de coutume, d'un point de vue militant, d'associer ces partis aux idéologies national-socialistes. Comme illustration, nous pouvons citer le néo-nazisme allemand et le néo-fascisme italien. (Camus, 2016 : 11) L'idéologie fondant cette extrême droite est composée de divers éléments. Il y a tout d'abord une conception du peuple et de l'identité nationale basée sur l'ethnie ce qui engendre une aversion d'une part envers l'ennemi extérieur (l'individu ou l'Etat étrangers) et d'autre part envers l'ennemi intérieur (les minorités ethniques ou religieuses ainsi que les adversaires politiques). De plus, l'extrême droite est en opposition avec le libéralisme économique et politique en faisant également l'impasse sur les libertés individuelles et l'existence d'antagonismes sociaux exceptés la distinction entre « le peuple » et « les élites ». (Camus, 2016 : 12) Backes a développé que « l'extrême droite diffère de celui de gauche parce qu'il affirme fortement la notion d'inégalité des individus entre eux et qu'il nie de manière implicite ou explicite l'ethos – situé au cœur du libéralisme et de la démocratie – du principe d'égalité fondamentale entre les hommes ». (Backes, 2001 : 23) De plus, l'auteur explique que bien qu'il y ait différentes extrêmes droites, on retrouve dans toutes une « négation du principe moral de l'égalité humaine » par conséquent, pour lui, on peut compter tous les mouvements antidémocratiques et antilibéraux de droite depuis la Révolution française comme étant de l'extrême droite développant ainsi l'idée que cette dernière n'est pas fixée à des modèles comme le fascisme italien ou le nazisme allemand. (Backes, 2001 : 24)

Cependant, à l'heure actuelle, hormis Aube dorée en Grèce ou Jobbik en Hongrie, il existe très peu de représentants de cette extrême droite traditionnelle. En effet, il est considéré que ses valeurs ne sont pas adaptées à la société post-moderne composée de sociétés éclatées, hyper-individualistes et au sein desquelles la majorité des informations est puisée sur les réseaux sociaux et lors des débats télévisés. (Camus, 2016 : 12)

Ensuite, attardons-nous sur le terme de droite radicale. A partir des années 1980 et 1990, une nouvelle famille de partis a petit à petit fait son apparition en Europe. Bien que les médias les

nommaient toujours « extrême droite », des différences majeures avec les partis fascistes des années 1930 étaient identifiables. On peut regrouper dans le même ordre d'idées le Front national français, le Vlaams Blok flamand, le FPÖ autrichien ainsi que les populismes xénophobes scandinaves. Jean-Yves Camus décide, parmi toute la sémantique existante, de classer ces partis dans la catégorie de droite populiste et radicale (Camus, 2016 : 12). Mudde définit les partis populistes de droite radicale comme étant : « political parties with a core ideology that is a combination of nativism, authoritarianism, and populism. » (Mudde, 2007 : 26). Il explique, qu'avant tout, les partis populistes de droite radicale sont une forme particulière de nationalisme mais aussi que ces partis sont considérés comme étant démocratiques (Mudde, 2007 : 30-31). Widfeldt rejoint Mudde sur le fait que ces partis contemporains sont opposés et très critiques face au système démocratique actuel et proposent des plans plus ou moins clairs pour fondamentalement le changer. Il est important de noter que ces partis de droite radicale ne sont pas dans le rejet de la démocratie ; ils veulent la réformer notamment en usant des référendums. (Widfeldt, 2010 : 10)

Les partis populistes de droite radicale n'entretiennent pas forcément de relations entre eux mais disposent cependant de certains points communs. Ces mouvements présentent une analyse du monde avec un avenir sombre. Ils ont également une vision négative de la mondialisation qui est pour eux une menace envers la nation et l'identité nationale. Ils accusent également le gouvernement en place et les élites d'être responsables de l'évolution négative qu'ils observent. Mais ces derniers ne sont pas les seuls coupables : les immigrés, les minorités nationales ou encore certaines confessions religieuses apparaissent comme étant de parfaits coupables. On peut également mettre en commun le fait que ces différents partis de droite radicale ont la faculté de capter, d'exagérer et d'utiliser les paniques identitaires. (Monzat, 2011 : 148)

Les thèmes que ces mouvements ont mobilisés afin « d'entrer dans le moule » de l'espace politique actuel sont notamment : le droit des femmes, la liberté d'orientation sexuelle ainsi que le concept de la laïcité. Ces mouvements doivent produire de l'interactivité avec les citoyens pour durer et ne pas être éphémère. Comme ils exploitent les crises qui ont lieu au sein de la société, ils proposent des solutions autoritaires et xénophobes. Les mouvements de droite radicale exploitent les crises dont celle du capitalisme et de ses « dérives ». Ils sont également contre la construction européenne qui représente pour eux un pouvoir bureaucratique. La source de l'électorat de ces mouvements se trouve chez les salariés et les ouvriers de droite mais de plus en plus, ils sont capables de séduire des citoyens et des couches sociales différentes venant

de la gauche (Monzat, 2011 : 149-150). Pour ce qui est du programme économique, l'idéologie de droite radicale n'a pas de position fixe ; en effet, des analyses montrent que ces partis enregistrent des grandes variations de leurs programmes économiques à travers le temps et pas uniquement des adaptations de langage. (Ivaldi, 2015 : 169)

Cependant, comme dit précédemment, il est difficile d'établir une définition commune à tous ces mouvements car tous ont leurs propres origines et spécificités. Ils défendent parfois des pensées tout à fait contradictoires : libéraux versus antilibéraux, pro-israéliens islamophobes versus pro palestiniens antisémites. L'électorat de base peut également être tout à fait opposé. Par exemple, il peut s'agir de la classe moyenne ou des classes ouvrières comme du monde du patronat. (Monzat, 2011 : 148)

Revenons à présent sur les différences entre l'extrême droite et la droite radicale. Ces nouveaux partis que nous venons d'évoquer, contrairement à ceux des années 30, adhèrent à la démocratie parlementaire et à l'accession au pouvoir au moyen des élections libre. De plus, ils sont partisans de la démocratie directe et de la mise en place de référendum d'initiative populaire. Ils ont également la volonté de « balayer » le pouvoir en place qu'ils estiment corrompu et en opposition avec le peuple homogène qui comprend les nationaux et exclut les immigrés. Il a en effet pour objectif de réduire leurs droits économiques et sociaux. Dans l'idéologie de droite radicale, l'économie de marché a pour objectif d'être au bénéfice exclusif des nationaux ce qui engendre une attitude de rejet face au phénomène de mondialisation. Camus attribue donc à ces mouvements le terme « nationaux-libéraux ». (Camus, 2016 : 13)

Une autre différence qui peut être mise en avant c'est le fait que les partis d'extrême droite, en plus d'un rejet de la démocratie parlementaire, se situe en tant que « tiers exclu »¹ pour reprendre le terme de Piero Ignazi (1989) et tire leur gloire de ce statut. Alors que les mouvements de droite radicale ont fait le choix de participer à la vie politique par exemple au sein de coalition gouvernementale. (Camus, 2016 : 13)

La droite radicale se sert, dans sa rhétorique, du thème de l'immigration et surtout, depuis quelques années, de l'islamophobie. Mais elle a également pour volonté de préserver un certain héritage censé être la base de l'identité nationale. Les partis populistes de droite radicale

¹ Piero Ignazi a développé la notion de tiers exclu autour du Mouvement Social Italien (MSI) avant que celui-ci ne devienne l'Alliance Nationale en 1995. Cette notion correspond à un parti que l'on considère comme n'étant pas fréquentable à cause de son histoire. La notion de tiers exclu regroupe donc des partis qui sont tenus à l'écart des majorités parlementaires et des gouvernements. (Camus, 2014 : 1)

mobilisent d'une part les classes populaires via une xénophobie anti-immigrés et d'autre part, les classes moyennes avec la défense des avantages acquis. (Taguieff, 2012 : 50)

6. Conclusion du chapitre

Pour conclure ce premier chapitre conceptuel sur le populisme, il paraît opportun de résumer les éléments qui se révéleront particulièrement importants pour la suite de notre mémoire. Nous avons fait le choix de considérer le populisme comme étant un type de discours, une sorte de rhétorique, qu'il est possible de retrouver à tous les niveaux de l'échiquier politique. En effet, le populisme s'est développé de tant de manières qu'il est difficile de le classer comme phénomène de droite ou gauche, par exemple. Pour cela, nous allons retenir la définition du populisme énoncée par Taguieff en 2007 : « le populisme est un style politique fondé sur l'appel au peuple ainsi que sur le culte et la défense du peuple, compatible en principe avec toutes les grandes idéologies politiques ». Cette définition minimaliste met en avant la grande diversité du phénomène. De plus, ce qu'il est possible d'observer dans ses diverses manifestations c'est qu'il ne possède jamais réellement de vision d'avenir, de vision précise du monde contrairement à des idéologies comme le socialisme ou le libéralisme. L'élément essentiel suivant est la présence, à la tête du parti ou du mouvement d'un leader charismatique. Ce dernier met en avant dans ses discours une forte dichotomie entre le peuple, qu'il juge bon et les élites jugées mauvaises.

De plus, nous pouvons ajouter que le leader populiste pointe dans son discours une volonté de « rendre le pouvoir » au peuple via de nombreuses promesses ; cependant, pour ce qui est du programme politique, celui-ci est souvent flou. Pour illustrer ce dernier propos, nous pouvons revenir sur le débat de l'entre-deux tours lors des élections présidentielles de mai 2017 en France. Il avait plus l'allure d'un combat de boxe que d'un débat politique de fond selon la majorité des journalistes français. En effet, l'objectif des deux candidats, Marine Le Pen et Emmanuel Macron, semblait être de cogner l'adversaire le plus fort possible. Marine Le Pen a fait de lui le coupable des résultats du quinquennat précédant en le qualifiant « d'apôtre de la mondialisation sauvage ». Emmanuel Macron a, quant à lui, argumenté sur le fait que Marine Le Pen représente l'héritage de son père et qu'elle se sert de la détresse des gens pour atteindre le pouvoir. Le candidat a pointé à plusieurs reprises le fait d'avoir « un projet sérieux qui n'est pas des sauts de cabri » ou « le grand n'importe quoi de projet de Madame Le Pen ». Un projet que cette dernière a clairement laissé de côté durant tout le débat préférant rabaisser celui de

son adversaire dès que possible et alignant les *fake news* à l'image d'un Trump. (Schneider, 2017)

A la suite de cette illustration, qui montre une candidate de droite radicale au second tour d'une élection présidentielle, nous pouvons nous interroger sur l'enjeu que ces populismes de droite radicale représentent pour la démocratie.

A première vue, le populisme serait une demande radicale de démocratie plutôt qu'une menace pour celle-ci. C'est un appel pour que le pouvoir effectif soit aux mains du peuple et non pas entre celle des élites. (Jamin, 2009 : 112) En effet, nombreuses sont les propositions des mouvements populistes pour un « autogouvernement le plus fort possible » sans l'emprise des élites (Canovan, 1981 : 173) On pense ici à toutes les propositions de référendum des partis populistes. Prenons le cas du Front national, le premier engagement présidentiel, durant la campagne de 2017, de Marine Le Pen consiste en l'élaboration d'un référendum sur l'appartenance de la France à l'Union européenne et le second en l'organisation d'un référendum avec pour objectif de réviser la Constitution. On retrouve également un engagement concernant la création d'un *véritable* référendum d'initiative populaire. (Le Pen, 2017 : 3)

Ensuite, si nous revenons à l'idée du peuple comme étant représentant de la majorité et donc source de légitimité, nous pouvons établir un lien avec la démocratie. En effet, étymologiquement, la démocratie correspond à la possession du pouvoir par le peuple et donc à la souveraineté populaire et légitime. Il est par conséquent possible de voir des liens entre l'idéal démocratique et l'idéal populiste. (Jamin, 2009 : 100) En ce qui concerne l'influence que les partis populistes ont sur les politiques publiques en démocratie, Nathalie Schiffino et Benjamin Biard se sont penchés sur la question. Ils ont conclu, grâce à la littérature disponible en science politique, que l'influence de ces partis était plus forte lorsqu'ils disposent du pouvoir exécutif que lorsqu'ils sont dans l'opposition, que leur influence s'exerce principalement de manière indirecte, à travers les autres partis politiques et finalement que l'influence des partis populistes s'opèrent essentiellement à travers l'opinion publique et les médias, davantage que de manière directe, même lorsqu'ils font partie d'un exécutif. (Schiffino, Biard, 2016 : 534)

CHAPITRE 2 - REVUE DE LITTÉRATURE SUR LES DISCOURS DU FRONT NATIONAL

Comprendre l'évolution des discours de Marine Le Pen implique d'en connaître l'ancrage et l'origine. Une revue de la littérature dans le domaine d'investigation atteste que beaucoup de travaux ont été produits sur Jean-Marie Le Pen et sur sa fille. Ces travaux portent sur leur profil, leur histoire, le positionnement et la trajectoire de leur parti. Dans ce deuxième chapitre, notre objectif est de repérer quels sont éléments qui caractérisaient le discours de Jean-Marie Le Pen lorsqu'il était à la tête du Front national et qui pourraient nous aider, y compris par la différence, à caractériser et décoder les discours de Marine Le Pen aujourd'hui.

Pour ce faire, il nous semble important de revenir dans un premier temps sur l'histoire du parti de manière relativement brève afin de comprendre quelles sont les étapes qu'a suivi le discours frontiste. Ensuite, nous aborderons une série de thèmes traités par le parti afin de souligner les différences entre les discours du père et de la fille Le Pen. Le postulat sous-jacent à la démarche est que Marine Le Pen a fait évoluer ses discours pour se différencier de ceux de son père.

1. Evolution historique du Front national

Le Front national a, dès ses débuts, refusé d'être qualifié comme un parti d'extrême droite. En 1972, lors d'une interview, Jean-Marie Le Pen déclare : « Oui, nous sommes la droite, nous sommes la droite populaire [...] la droite sociale qui ne sépare pas l'amour de la patrie de l'amour de son peuple, nous sommes aussi la droite nationale pour qui le culte de la patrie est la forme la plus élevée de la solidarité entre les hommes de notre peuple [...] » et il répond par la suite au journaliste qui qualifiait son parti d'extrême droite : « à partir du moment, si vous voulez, où je vous fais l'aveu très volontiers d'être la droite, je préfère que vous ne disiez pas l'extrême droite [...] » (Jean-Marie Le Pen, 1972). Ensuite, en 1974 lors de la campagne présidentielle, il se décrivait comme étant « le candidat de la vérité ». (Igounet, 2017 : 9)

Le parti est né en octobre 1972 sous le nom de Front national pour l'unité française (FNUF), rapidement appelé Front national. Le parti se qualifie de fédération nationaliste et unitaire. L'ambition du FN à l'époque est de devenir une structure indépendante de droite qui réunit les patriotes. Le premier logo du FN, une flamme bleu-blanc-rouge sur un socle rouge avec les lettres du FN en blanc, est inspiré d'un parti néofasciste italien, le *Movimento sociale italiano*

(MSI). Avec les années, nombreuses sont les formations nationalistes à avoir rejoint le FN : anciens collaborateurs, partisans de l'Algérie française ainsi que des groupuscules et courant radicaux. Tout au long de son histoire, le FN a eu la réputation d'un parti avec des rivalités internes et des divisions mais le patronyme Le Pen a toujours été placé au-dessus de cela, devenant même une marque politique. (Igounet, 2017 : 13-14)

Durant ses dix premières années d'existence, le Front national ne décolle pas : très peu d'adhérents (moins de 500), des résultats presque nuls, une première scission et des finances faibles. Cependant, le parti a, à sa présidence, un réel personnage politique et se donne l'objectif de modifier son image. Et ce pari fut payant. Depuis 1982, le parti politique est devenu indissociable de la scène politique française comme en témoigne l'évolution permanente de ses scores électoraux. On considère que le tournant du parti a eu lieu à Dreux en 1983 lors des élections municipales puis aux élections européennes de 1984 où dix députés FN sont élus. (Igounet, 2017 : 15)

Cependant, à partir de la fin des années 1980, l'accumulation des propos chocs du Président met en péril la stratégie de dédramatisation et de tentative d'alliance avec la droite républicaine établie par Bruno Mégret. C'est sans doute en septembre 1987, lorsque Jean-Marie Le Pen a qualifié les chambres à gaz de « détail » de l'histoire, que le plus gros dérapage a eu lieu. Deux « clans » naissent alors au sein du parti d'un côté les mégretistes avec l'objectif de s'établir comme un parti du gouvernement et de l'autre côté les lepénistes. (Igounet, 2017 : 16-17)

Malgré cela, la progression du FN continue et en 1989, le premier maire Front national est élu et le parti veut continuer sur sa lancée. Entre 1988 et 1998, le FN cherche à se présenter comme un parti qui s'intéresse aux grandes préoccupations des Français afin de capter un électorat de plus en plus grand mais les origines idéologiques du parti ne changent pas. (Igounet, 2017 : 22)

L'histoire du FN est également faite de scissions et la plus forte eut lieu en 1999 lorsque le numéro 2 du parti, Bruno Mégret le quitte en emportant la moitié du parti avec lui. Elle a commencé en 1998, lorsque Mégret, en vue d'obtenir le pouvoir, était à la recherche d'alliance avec la droite, ce qui n'était pas du tout du goût du président frontiste. De plus, Mégret a la réputation d'un homme ambitieux. De l'avis général, cette scission de parti fut l'une des plus violentes sous la Vème République, Jean-Marie Le Pen qualifiant les partisans de Mégret de « ramassis d'aigris et d'ingrats » tout en dénonçant une « conspiration ». Le président va encore plus loin en attaquant directement son ancien bras droit : « Il ne suffit pas de monter sur un

escabeau pour être un grand homme. » Dans la rupture, les deux leaders vont vouloir conserver le signe « Front national » et c'est finalement Jean-Marie Le Pen qui le conserve grâce à sa fille avocate, Marine Le Pen. Bruno Mégret fondera le Mouvement national républicain (MNR) en 1999. Cette scission a représenté un coût considérable pour le FN que cela soit au niveau humain (environ 60% des cadres c'est-à-dire 140 conseillers régionaux et 62 secrétaires départementaux) et financier. Les deux anciens associés perdent tous les deux aux élections suivantes en obtenant des scores très faibles : 5,7% pour le FN et 3,28% pour le MNR. A l'heure actuelle, Bruno Mégret a disparu de la scène politique française. (Perrault, 2012)

Les élections présidentielles de 2002 marquent l'entrée publique de Marine Le Pen au sein du FN et cette dernière y trouve rapidement sa place. (Igounet, 2017 : 22) Contrairement à la qualification au second tour en 2002, 2007 fut un échec pour le FN, avec 10,44% au premier tour, mais également pour Marine Le Pen qui était la directrice de campagne de son père. C'est l'occasion, comme à la fin des années 1990, de nouvelles dissidences internes et de nouvelles divisions. Marine Le Pen vise alors clairement la présidence du FN face à Bruno Gollnisch. Dès cette époque, la fille du président défend les fondamentaux du parti à savoir la « préférence nationale », le rétablissement de la peine de mort, la défense de l'indépendance et de la souveraineté française etc. Elle est élue majoritairement présidente du parti en janvier 2011 (Igounet, 2017 : 24-25). Dès le début de sa présidence, elle montre sa volonté de se détacher de l'image de parti négationniste. Alors qu'elle avait déjà déclaré en 2009 : « je ne pense pas que cela soit un détail de l'histoire » par rapport au scandale qu'avait provoqué son père dans les années 1980, elle s'en éloigne une nouvelle fois en 2011 : « tout le monde sait ce qu'il s'est passé dans les camps et dans quelles conditions. Ce qui s'y est passé est le summum de la barbarie. Et, croyez-moi, cette barbarie, je l'ai bien en mémoire » (Libération, 2011).

Lors de sa première participation à l'élection présidentielle, Marine Le Pen bat le record de son père en obtenant 17,9% des voix au premier tour. Depuis le changement de présidence, les résultats ne cessent d'augmenter à chaque élection. Bien que ne récoltant pas de régions au final, le FN comptabilise 6,8 millions de voix aux régionales de 2015 c'est-à-dire une augmentation de 200 000 voix par rapport à 2012. (Igounet, 2017 : 25-26)

En 2017, le FN se place comme étant le représentant des ouvriers et des classes populaires qui sont anti-libéraux, souverainistes, républicains, laïcs mais également féministes. Il est également possible de voir que le discours du parti n'est pas le même partout. En effet, dans le

Sud de la France, historiquement à droite, le discours est orienté sur l'aspect identitaire alors que dans le Nord, le discours s'adapte à la situation économique et sociale et donc répond aux questions de l'électorat populaire. Actuellement, les élus frontistes se disent être les représentants de ceux que l'on n'entend pas, des travailleurs précarisés et des retraités. Par conséquent, ils ciblent dans leur discours le patronat, la mondialisation, la misère qui touche les Français ainsi que l'insécurité. Le FN a réussi à attirer de nouveaux électeurs avec ses promesses sociales. Mais sans oublier ses idées fondamentales qui sont actuellement centrées sur le rejet de l'immigration et de l'islam. L'ennemi du FN n'est plus le juif, comme lors de sa création, mais le musulman sans cesse stigmatisé comme étant incompatible avec la République. (Igounet, 2017 : 31-32) Selon le FN, l'islam est inassimilable que cela soit au niveau politique, culturel ou religieux. (Igounet, 2017 : 34)

Une distinction peut être faite entre la période de Jean-Marie Le Pen et celle de sa fille. Cécile Alduy note que le discours du père était « limpide et portait une vision du monde d'une extrême cohérence : le condamner ou l'approuver ne requérait pas d'exégèse » contrairement au discours de Marine Le Pen qui nécessite un décodage selon l'auteure (Alduy, 2015 : 18). Selon Igounet, il n'y a pas de rupture entre ces deux périodes mais plutôt une « mise à jour » du parti. Marine Le Pen n'a pas révolutionné le discours de son père selon l'historienne, elle a surtout changé de vocabulaire en remplaçant « étranger » par « immigré » ou « préférence » par « priorité ». Mais l'immigration et ses notions connexes sont toujours présentes au sein de la rhétorique du Front national. (Igounet, 2017 : 33)

Ensuite, il y a une série d'idées que le FN décide de prendre dans la rhétorique de ses adversaires politiques. La nouvelle présidente du FN instrumentalise alors ces notions pour les utiliser à son avantage comme la défense du droit des femmes, des travailleurs, des libertés ou encore de la laïcité par exemple. On le voit ici, le FN s'accapare des thèmes venant majoritairement de la gauche traditionnelle (Igounet, 2017 : 33).

Jean-Marie Le Pen se qualifiait dans les années 1980 comme appartenant au néolibéralisme, Marine, elle, se concentre sur l'électorat populaire, ouvrier. De plus, alors que son père se revendiquait comme étant de droite, elle veut un nouveau positionnement politique à savoir le « ni droite, ni gauche ». De plus, elle emploie un discours populiste notamment sur les aspects économiques et sociaux. Citons son slogan de campagne pour la présidentielle de 2017 : « Au nom du peuple ». (Igounet, 2017 : 36)

La présidente actuelle a également choisi de faire évoluer le logo du parti ce qui est dans la suite logique de la volonté de dédiabolisation. Celui que le parti emploie depuis le Congrès de Tours de 2011 est plus fin, plus féminin. (Igounet, 2017 : 37)

2. Evolution des thèmes du parti

L'historienne Valérie Igounet, spécialiste de l'extrême droite française, s'est concentrée sur les différents slogans du parti de 1972 à nos jours. Le plus employé dès la naissance du parti est : « Les Français d'abord ». Ce dernier a souvent été mis en relation avec des mots comme « immigration », « chômage », « insécurité ». Rejetant toutes les accusations de racisme, le Front national, depuis ses débuts, rétorque à ses détracteurs que ce sont eux les responsables de racisme : le racisme anti-français. Le FN défend donc l'idée de la « préférence nationale ». (Igounet, 2017 : 7)

On peut le voir à travers les slogans, certaines thématiques sont, à la base, propres au FN mais à certains moments de l'histoire, d'autres partis, majoritairement de droite, s'en sont servis. L'exemple le plus frappant correspond aux élections présidentielles de 2007 où la question identitaire a pris place dans le débat. La droite de Nicolas Sarkozy s'est alors alignée sur les positions de Jean-Marie Le Pen en ce qui concerne le « nous » et « eux », les immigrés. L'un des marqueurs idéologiques du FN, l'association entre identité nationale et immigration, est devenue un thème de la droite républicaine. (Igounet, 2017 : 9)

Les questions traitées par le FN ont évolué avec le temps. Si à l'époque une partie de la propagande se concentrait sur le communisme, à l'heure actuelle ce sont des thèmes comme l'euroscepticisme, le protectionnisme, la mondialisation, la question de l'espace Schengen qui sont majoritairement mobilisés. Le sujet de prédilection du FN, « la préférence nationale », est devenue « la priorité nationale » un changement de terme qui ne change pas le fond bien qu'à l'époque du père, nous étions dans un antisémitisme et que de nos jours on parle d'islamophobie. Mais les thèmes phares du parti n'ont pas changé ; en tête, la lutte contre l'immigration, le droit du sol, le renforcement du budget pour la sécurité ou encore la suppression du regroupement familial. (Igounet, 2017 : 28)

2.1 Le nationalisme

Dès sa naissance, le parti accorde une grande importance à une notion typique de l'extrême droite : le nationalisme. Cette dernière est visible à tous les niveaux du Front national et ce d'abord dans son nom, ensuite dans son logo, son programme, ses slogans et durant ses manifestations. Le nationalisme est également la source de la cohésion interne du parti. (Igounet, 2017 : 69)

Le nationalisme à la sauce FN correspond à un discours d'exclusion et xénophobe. Au FN, on voit le nationalisme comme étant la mise en priorité les valeurs et les intérêts nationaux. Caractéristique typique des partis nationalistes, le FN pense que la France est supérieure aux autres pays d'où la présence d'un protectionnisme identitaire. Son souhait majeur est d'arriver à « une nation idéale et exclusive », à une nation « pure » qui serait libérée de tous les éléments incompatibles. (Igounet, 2017 : 70)

Marine Le Pen met régulièrement en avant dans ses discours la « France éternelle », ses traditions et son identité d'origine européenne et catholique. Par-là, elle montre sa vision ethnocentrique comprenant des éléments en opposition avec les autres cultures. Nous pouvons illustrer ce propos avec cette déclaration datant de 2012 voulant défendre la ruralité française : « Nous défendrons [l'] héritage [...] qui a permis de marier les viandes d'Auvergne, à condition qu'elles ne soient pas halal, aux vins de Bourgogne, à condition qu'ils ne deviennent pas un vin d'Algérie ou du bouchon de Transylvanie. ». En 2015, la présidente du FN écrivait sur le réseau social Twitter : « Pour mériter la nationalité française, il faut parler français, manger français, vivre français » (Kauffmann, 2016 : 36). En effet, les termes « France », « Français », « nation » et « peuple » font parties de ceux les plus employés par Marine Le Pen tout comme cela a été le cas pour son père. (Alduy, 2015 : 66)

Michel Winock explique le nationalisme du FN comme étant « fermé, fondé sur une vision pessimiste de l'évolution historique, l'idée prévalente de la décadence et l'obsession de protéger, fortifier, immuniser l'identité collective contre tous les agents de corruption, vrais, ou supposés, la menaçant ». (Winock, 1990 : 7)

Rappelons que le principe premier du parti est la préférence nationale, ce qui engendre une volonté de priver les étrangers de leurs droits politiques, économiques et sociaux. (Igounet, 2017 : 71)

Pour les adhérents au Front national, le terme nationalisme n'est en rien négatif contrairement à leurs opposants qui l'associent au fascisme. Pour les frontistes, le nationalisme est positif dans le sens où il vise à défendre les Français et la France avant tout (Igounet, 2017 : 73).

2.2 La mondialisation et l'Union européenne

A partir des années 1990, le FN identifie un nouvel ennemi, la mondialisation, qu'il nomme « mondialisme ». En 2002, Jean-Marie Le Pen indiquait dans son programme : « Dans l'ordre de la nature, la Patrie, cité terrestre des hommes, est à la fois lieu d'enracinement 'patria, la terre des pères' et cadre de vertus valables quel que soit le lieu ou l'époque. Elle est l'alternative à l'uniformité réductrice du mondialisme ». Marine Le Pen est dans la lignée de son père sur ce sujet. Elle déclare actuellement que seul le nationalisme peut protéger de la mondialisation. Une fois de plus, elle veut sortir du clivage gauche/droite pour mettre en avant un duel entre « les frontistes, les patriotes et leurs opposants, les mondialistes » (Igounet, 2017 : 72).

Lors du meeting du 1^{er} mai 2013 à Paris, elle déclare : « Nous sommes en lutte contre la mondialisation sauvage ! Nous sommes en lutte contre tous les totalitarismes du XXI^e siècle ! Le mondialisme et l'islamisme fondamentaliste en tête ! Et cela fait de nous [...] des patriotes ! » (Igounet, 2017 : 72-73).

La mondialisation est en opposition totale avec les objectifs du FN : elle représente la destruction et la disparition des identités nationales. Marine Le Pen, qui se met en opposition avec ce phénomène, se positionne donc comme étant contre l'Union européenne (Igounet, 2017 : 73).

Cependant, l'attitude du Front national face à l'Union européenne n'a pas toujours été celle-là. Aux premières heures du parti et ce jusqu'au début des années 1990, le Front national, sous la présidence de Jean-Marie Le Pen avait une attitude favorable face à l'Union européenne en demandant l'instauration d'une monnaie commune (mais pas d'une monnaie unique), d'une police anti-terroriste commune, d'un espace judiciaire européen ainsi que d'une politique étrangère commune. Le point de rupture a eu lieu en 1992, lors de la signature du traité de Maastricht. Pour Jean-Marie Le Pen, il s'agit d'une Europe des « fédérastes » et des « Maastricheurs ». Cela a été le commencement de l'opposition claire du parti à l'Union européenne qu'il qualifie de « projet totalitaire » pour reprendre le terme choisi lors de l'Université d'été du FN en 2013. Lors de ce rendez-vous, les différents intervenants du parti ont mis en avant les conséquences induites par l'Union européenne que cela soit en termes

d'immigration, de criminalité, de terrorisme ou de trafic de drogue, et ce via une rhétorique entièrement négative à l'encontre de ce « monstre ». Lors d'une pétition diffusée par le parti en 2013, on pouvait lire « L'Union européenne concentre et aggrave tous les problèmes ». (Biard, 2016 : 415-416)

Le parti frontiste considère l'UE comme étant un obstacle au développement, à la protection et à la sécurité de la France notamment, à cause des normes que Bruxelles dicte et qui ne seraient bénéfiques qu'aux « élites ». Cependant, un paradoxe peut être observé. Le FN est strictement en opposition avec Bruxelles mais le parti s'est activement mobilisé notamment lors de la campagne pour les élections de 2014. Les motivations de Marine Le Pen étaient d'une part de remporter le maximum de voix et d'autre part, de pouvoir s'unir au sein d'un groupe politique européen avec ses alliés. Ce qui a été atteint étant donné que le Front national a été le premier parti de France au niveau des scrutins effectifs avec un score de 24,86%. (Biard, 2016 : 413-417)

Marine Le Pen, contrairement à son père, place l'Etat au centre de son discours notamment en opposition avec l'Union européenne et la mondialisation. Elle a commencé cette valorisation dès 2011 lors de son investiture à la présidence du parti en décrivant l'Etat comme étant « une composante essentielle de l'âme de la France » et « sa véritable colonne vertébrale ». D'après Cécile Alduy, le mot « Etat » est employé avec un caractère unilatéralement positif dans le langage de la dirigeante du FN. Marine Le Pen conçoit à la fois l'Etat sous l'angle d'une thématique de gauche en considérant l'aspect de régulation, de « planification » économique et défense des services publics mais également sous l'angle de la droite en l'associant à un vocabulaire sécuritaire, moral et managérial. (Alduy, 2015 : 41- 44)

2.3 Le lien entre immigration – insécurité – chômage

Le FN de Jean-Marie Le Pen a très rapidement traité l'immigration sous l'angle social et économique, et non pas raciste, afin de séduire l'électorat de gauche en se présentant comme un parti respectable. Dans son premier programme, le FN n'emploie que 2 fois le terme immigration mais en le rapprochant à chaque fois du mot « sauvage ». Le programme du FN de 1973 plaide pour une hausse des salaires des emplois manuels afin que les Français les choisissent et qu'il ne soit plus nécessaire de faire appel à la main d'œuvre étrangère. Car ce que dénonce le FN, ce sont les conditions d'accueil des immigrés à l'époque. Le discours du président est orienté d'une telle façon qu'il laisse entendre vouloir protéger les droits des

travailleurs français et réduire le chômage en stoppant l'immigration. Très rapidement, le leader du FN va ajouter un autre concept à l'idéologie du parti : l'insécurité. En témoigne l'un des premiers tracts du FN en 1973 : « Les Français [...] tendent une main fraternelle aux travailleurs étrangers sérieux et capables, utiles à notre économie, respectueux de nos lois, de notre morale, de notre civilisation. Mais ils ne supportent plus que la France soit colonisée, exploitée, terrorisée. Il n'est pas tolérable que notre pays soit devenu un dépotoir ouvert aux bons à rien, aux tarés, aux délinquants, aux criminels... Il n'est pas tolérable que l'insécurité règne dans tant de quartiers où les commerçants vivent dans l'inquiétude, où les agressions sont quotidiennes, où il est dangereux pour une femme de sortir seule à la tombée de la nuit. Il n'est pas non plus tolérable que notre budget social et hospitalier soit dilapidé au profit des indésirables. A ces périls croissants, une seule solution : la stricte surveillance aux frontières de candidats à l'immigration enfin soumis à un triple contrôle : sanitaire, professionnel et judiciaire. Une seule sanction aux manquements aux règles de l'hospitalité : l'expulsion immédiate [...] ». En réorientant stratégiquement son discours sans connotation directement raciste, le FN se différencie des autres partis d'extrême droite. (Igounet, 2017 : 75-78)

Dans les années 1980, le FN continue selon cette logique avec son slogan phare : « 1 million de chômeurs, c'est 1 million d'immigrés de trop ! ». Continuant à relier l'immigration avec le chômage pour que la connotation sociale prenne le dessus sur l'aspect xénophobe. Ce slogan a fait connaître le parti dans toute la France en scandalisant majoritairement. Suite à cette stratégie immigration – chômage – insécurité, le Front national a perdu son image de parti néofasciste et a obtenu ses premiers succès électoraux (Igounet, 2017 : 80-85). Relevons que Jean-Marie Le Pen n'ayant cessé de mettre en évidence ce thème, il est peu à peu entré dans le débat public en devenant à l'heure actuelle une thématique incontournable (Alduy, 2015 : 73). De plus, l'immigration était pour Jean-Marie Le Pen la cause de tous les maux en France. Mais pour Marine Le Pen, elle est l'instrument d'une autre puissance maléfique à savoir, le « mondialisme » (Alduy, 2015 : 89).

Cécile Alduy, à la suite de son étude sur les discours de Jean-Marie et Marine Le Pen, met également en avant que les deux présidents du parti ont créé une équation identique à savoir « immigration = chômage = insécurité ». Cependant, elle montre que le père était plus dans la dénonciation d'un phénomène qu'il laissait sous forme de question alors que la fille cherche à solutionner ce « problème ». (Alduy, 2015 : 78)

Ensuite, l'islam est une thématique qui est apparue pour la première fois dans le discours du FN à la fin des années 1980 via le slogan « Inch'Allah ! Dans vingt ans, c'est sûr, la France sera une république islamique ». Ce slogan et l'affiche qui l'accompagne marquent la direction qu'emprunte le FN pour lutter contre « la menace islamique ». Ensuite, pendant plus de 20 ans, l'islam sera absent des affiches et des slogans du parti notamment en raison de la guerre du Golfe et des crises internes qu'il traversera à la fin des années 1990. Valérie Igounet note qu'en 2008, lorsqu'elle était vice-présidente du parti, Marine Le Pen ne considérerait pas l'islam comme étant un « sujet politique » (Igounet, 2017 : 86-92). L'année qui suit, elle commence à changer son discours et déclare qu'on observe : « Une spécificité avec la religion musulmane : elle est extrêmement récente sur notre sol » et elle ajoute que : « Ce n'est pas parce qu'elle est arrivée de manière massive ces dernières années qu'elle participe au même titre que les religions judéo-chrétiennes à l'identité de la France » (Kauffmann, 2016 : 86). En 2010, elle se saisit de la question du port de la burqa et déclare que ce n'est que le début du combat du FN face à toutes les revendications communautaires qui touchent la France tous les jours. Elle va jusqu'à établir une comparaison avec la Seconde Guerre Mondiale en déclarant que la loi religieuse s'impose dans certains quartiers à la manière d'une occupation (Igounet, 2017 : 86-92). En avril 2013, la nouvelle présidente du FN a déclaré : « Par conséquent, ce n'est ni l'islam qui pose problème ni même son exercice mais c'est sa visibilité » en faisant référence au port du voile dans les rues françaises. (Igounet, 2017 : 98)

« On est chez nous » est l'un des slogans les plus employés par les militants FN depuis la formation du parti et Marine Le Pen y a fait écho en 2013, lors d'un meeting dans le cadre des municipales, par la phrase « Nous sommes chez nous ! Quand je vais à Beaucaire, je n'ai pas envie d'avoir le sentiment d'être à Rabat ». Par ses propos, Marine Le Pen met alors en avant la nouvelle logique du FN à savoir un rejet de l'Islam (Igounet, 2017 : 98-100). Cette religion et sa « visibilité » sont considérées comme menaçantes envers le consensus républicain et étant un frein au principe d'égalité c'est pourquoi le Front national propose d'ajouter à la Constitution : « La République ne reconnaît aucune communauté » (Kauffmann, 2016 : 82).

Petit à petit, nous constatons que la notion de laïcité qui rentre dans l'idéologie frontiste. La laïcité selon Marine Le Pen c'est : « l'interdiction pour l'Etat de se constituer en pouvoir religieux et pour le pouvoir religieux de se constituer en pouvoir politique. Or de plus en plus de musulmans -et de religieux musulmans – sont en train de se constituer en pouvoir politique » (Igounet, 2017 : 98-100).

Marine Le Pen refuse catégoriquement tout lien direct entre son parti et le racisme. Le terme race est abondamment employé par son père qui malgré plusieurs condamnations en justice, ne cesse les déclarations chocs à l'image d'une interview à *Rivarol* en 2015 où il prône « l'Europe boréale et le monde blanc » (Kauffmann, 2016 : 7). Mais le FN de Marine Le Pen se place autrement et le bras droit de la présidente, Florian Philippot affirme la même année : « Je n'ai pas une vision raciale de la France [...]. La France, ce n'est pas une race. La France, c'est le pays des Français. Maintenant, on sait que la France n'est pas un pays d'Afrique noire. Ce n'est pas la Chine, on a le droit de dire cela aussi. [...] Je n'accepterai jamais qu'on dise que la France est une race » (Kauffmann, 2016 : 80-81).

2.4 Les questions sociétales

L'extrême droite est par nature hostile à l'homosexualité et l'avortement autrement dit elle est en opposition avec la libéralisation des mœurs qui sont, pour elle, un signe de décadence.

Sous l'ère Jean-Marie, le Front national avait la réputation d'un parti conservateur, sexiste et homophobe. Le programme et les discours positionnent les femmes comme n'ayant pour tâche que de procréer afin de garantir la continuité du corps national. Nous pouvons illustrer cela avec les propos tenus par Jean-Marie Le Pen en 1996 : « Il est ridicule de penser que leur corps leur appartient, il appartient au moins autant à la nature et à la nation ». Le Front national des premières heures est très masculin et son président inclut régulièrement dans ses discours des éléments machistes voire « gaulois » et durement homophobes. En effet en 1984, le président parle de l'homosexualité comme étant une « anomalie biologique et sociale » et il ajoute, en 1995, qu'il n'est pas disposé à voir « des folles » au sein du FN qui nuiraient à la réputation du parti. (Crépon, 2015 : 190-192)

La lutte contre l'avortement a été l'un des premiers combats dont s'est saisi Jean-Marie Le Pen à partir des années 1970. Le FN se déclare comme étant en opposition avec l'avortement « légal libre ». Rappelons que la loi Veil en France qui autorise l'interruption volontaire de grossesse (IVG) fut mise en œuvre en 1975, depuis lors, le FN se place comme l'unique parti en opposition avec « la propagande avorteuse et antinataliste ». (Igounet, 2017 : 108)

Comme à son habitude, le Front national revient à l'immigration. Pour le parti de Jean-Marie Le Pen, lutter contre l'avortement revient à se battre contre l'immigration. Pourquoi ? Car le taux de natalité des femmes étrangères est supérieur à celui des françaises, la logique du Front national est donc : « Un enfant français de moins, un immigré de plus ». Dans le discours du

parti, on considère l'avortement comme étant l'une des causes de la « décadence » de l'Hexagone. (Igounet, 2017 : 110)

Jean-Marie Le Pen avait un discours très dur à l'encontre de l'avortement. Notons qu'à l'époque, le parti était presque entièrement masculin. Aux premières heures du parti, le rôle de la femme se résume à la procréation et au maintien du foyer. Au début des années 2000, la proposition est émise d'abroger la loi Veil via un référendum. Après la prise de présidence par la fille, la situation change relativement et le parti commence à attirer un électorat féminin que l'on ne retrouvait pas avant grâce à l'image de « femme moderne » que Marine Le Pen essaye de véhiculer. (Igounet, 2017 : 114)

Durant les années 1990, la jeunesse du FN ne se positionne plus aussi durement face aux questions sociétales et admet des avancées notamment sur les droits des femmes concernant l'accès à l'emploi, à la contraception et à l'avortement. Cette jeunesse de l'époque est celle que l'on trouve à la tête du parti de nos jours. (Crépon, 2015 : 193-194)

A l'heure actuelle, le parti de Marine Le Pen ne se déclare plus comme étant officiellement contre l'avortement. Néanmoins, durant la campagne présidentielle de 2012, Marine Le Pen avançait qu'en cas de nécessités budgétaires, elle prendra la décision de ne plus effectuer le remboursement des IVG. Selon Valérie Igounet, la présidente du FN n'est pas claire sur ce sujet et opère un double langage. En effet, dans le programme de 2012, il était indiqué : « Le libre choix pour les femmes doit pouvoir être aussi celui de ne pas avorter : une meilleure prévention et information sont indispensables, une responsabilisation des parents est nécessaire, la possibilité d'adoption prénatale doit être proposée, une amélioration des prestations familiales pour les familles nombreuses doit être instaurée » mais en parallèle, le parti se positionne pour un « déremboursement de l'IVG de confort » sauf en cas de viol. Pour justifier la non présence de déremboursement dans son programme politique, la justification donnée est que ce n'est qu'une mesure financière et non pas un positionnement idéologique. (Igounet, 2017 : 116-118)

Aujourd'hui, le sujet est manié avec prudence au FN étant donné l'important électorat catholique. De plus, l'abrogation n'est plus officiellement voulue que par des frontistes de la première heure comme Bruno Gollnisch. (Igounet, 2017 : 118)

En effet, la fille de Jean-Marie Le Pen se présente comme une femme moderne : elle a divorcé deux fois et est aujourd'hui à la tête d'une famille recomposée sans être mariée. Sa situation

personnelle n'est pas au goût des plus conservateurs, catholiques traditionnalistes qui ne voulaient pas d'elle à la succession de son père. La nouvelle présidente du FN, en affichant son soutien à la communauté homosexuelle, s'attire certains mécontentements de l'extrême droite conservatrice. Pour Marine Le Pen, les homosexuels sont une minorité comme les juifs ou les musulmans et doivent être inclus à la communauté nationale. Des journaux comme *Minute* ou *Rivarol* sont très critiques face à la fille Le Pen. Depuis sa prise de présidence, cette dernière, pour respecter sa stratégie d'éloignement de l'extrême droite radicale prend donc régulièrement la décision de ne pas leur autoriser l'accès aux meetings et aux congrès du parti. (Crépon, 2015 : 186)

Le pari de Marine Le Pen est donc de soutenir les politiques natalistes conservatrices et dans le même temps, de s'adapter aux évolutions sociétales notamment féministes. Ce choix de ne pas se positionner clairement s'est illustré en 2013 lors des manifestations contre le mariage pour tous. La présidente avait choisi de ne pas se rendre à ces manifestations et est restée silencieuse (Alduy, 2015 : 61) alors que sa nièce, Marion, plus conservatrice a effectué le choix inverse. Cette stratégie peut être expliquée par le fait que d'une part le FN ne voulait pas perdre le vote catholique mais d'autre part, qu'il cherchait encore à acquérir des voix au sein de la classe moyenne qui, elle, étant plus citadine et diplômée, est également plus ouverte sur la question des mœurs (Crépon, 2015 : 197-198).

Jean-Marie Le Pen, qui était un adepte des phrases chocs concernant les homosexuels lors de discours et d'entretiens, n'agit pas dans les faits aussi durement. En effet, jamais le programme du FN n'a prévu de supprimer le Pacte civil de solidarité (PACS). Cet élément sert de preuve à Marine Le Pen pour déclarer en 2011 que son père : « ne s'est jamais positionné contre l'homosexualité ». Le père Le Pen savait qu'il comptait, dans son parti, des homosexuels mais ces derniers avaient pour ordre de ne pas s'afficher en tant que tels dans l'espace public au risque de voir leurs carrières à l'intérieur du parti détruite. A l'inverse, en 2014, le vice-président du parti, Florian Philippot, a reçu le soutien de Marine Le Pen et d'autres frontistes lorsque son homosexualité a été dévoilée dans la presse à scandale. Il est donc possible de dire que les dirigeants du FN ont majoritairement évolué sur la question de l'homosexualité tout comme les militants du parti qui sont aujourd'hui issus, en partie, des classes moyennes et qui sont plus éduqués et plus tolérants. Le fait de ne pas s'opposer à l'homosexualité constitue un argument de plus pour le FN contre l'immigration. En effet, dans sa rhétorique, l'immigration venant de l'extérieur de l'Union européenne, plus précisément des pays musulmans, est vue

comme étant par nature homophobe et donc stigmatise cette immigration comme étant incompatible avec la société française. Car, en Occident, une assimilation est faite envers les hommes musulmans : soit comme des homosexuels refoulés agissant par conséquent de manière violente soit comme des hétérosexuels qui menacent les femmes autochtones. Pour « lutter » contre cela, le FN innove dans sa rhétorique en se basant sur un nationalisme fondé sur l'amélioration des conditions de la femme et des homosexuels cependant, son programme effectif ne prévoit aucune mesure visant à améliorer ces deux thèmes. (Crépon, 2015 : 199-205)

Sur le thème de la peine de mort, notons que le FN est le seul parti à s'être positionné en faveur du rétablissement de celle-ci. Lorsqu'il était encore président du parti, Jean-Marie Le Pen s'exprimait comme suit à propos de sa position en faveur du rétablissement de la peine de mort : « Plus que jamais pour les crimes les plus graves. La peine de mort est la clef de voûte de tout système judiciaire. La rétablir permettrait de rompre symboliquement avec le laxisme moral et social qui a duré durant les quarante dernières années ». Sa fille, lors de la campagne de 2012, déclarait que si elle était élue, elle mettrait en place un référendum « pour demander aux Français de faire le choix entre la peine de mort et la réclusion criminelle à perpétuité réelle » en complétant : « Je pense que ceux qui tuent nos enfants doivent risquer leur peau ». Il n'y avait donc pas d'ambiguïté sur la position favorable de Marine Le Pen sur le sujet qui avait d'ailleurs ajouté cette proposition au programme politique du FN. Sur ce point, la fille conservait donc la même opinion que son père (Igounet, 2017 : 122-125). Cependant, en 2017, Marine Le Pen s'engage différemment. En effet, elle veut laisser aux Français la possibilité de lancer un référendum d'initiative populaire « sur n'importe quel sujet » ce qui inclut donc celui de la peine de mort. Auparavant inscrit dans son programme, la réintroduction de la peine de mort a été retirée quelques jours avant sa présentation. Mais rappelons que le FN est à une étape de son histoire où il veut rassurer afin de se crédibiliser comme étant présidentiable. De plus, le sujet fait débat au sein même du parti avec d'un côté ceux qui soutiennent que « le Front national a toujours été pour » la peine de mort comme Louis Aliot et d'un autre côté la nièce de la présidente, Marion Maréchal-Le Pen qui s'est exprimée comme étant personnellement contre ce rétablissement. En 2016, les sympathisants du parti se déclaraient, dans un sondage Ipsos, à 89% en faveur de la remise en vigueur. Chez les Français globalement, il y aurait un partage équitable entre les adhérents et les opposants selon le site Délit d'opinion. (Le Point, 2017)

Le parti doit sans cesse jongler entre sa volonté de s'adapter à la société contemporaine au sein de laquelle la libéralisation des mœurs ne cesse d'évoluer, et son électorat de souche traditionnellement conservateur.

2.5 Positionnement socio-économique

En 1995, le père de Marion Maréchal-Le Pen, Samuel Maréchal, crée le slogan « Ni droite, ni gauche : Français ! » lors de l'ouverture de l'université d'été du Front national de la jeunesse (Kauffmann, 2016 : 13). Le but de ce slogan est de placer le FN comme étant la seule alternative politique possible face aux deux grands partis de droite et de gauche. Pour Jean-Marie Le Pen, il est temps de quitter ce système avec une dualité gauche/droite car pour le Front national, la seule chose qui importe, c'est de se battre pour les Français. Ce changement de positionnement éloigne le parti de ses origines très marquées à droite de l'échiquier politique. Marine Le Pen se place sur la même ligne que suivait son père en fin de présidence le « ni droite, ni gauche ». Suivant cette logique, elle souhaite se placer « au centre du peuple ». (Igounet, 2017 : 128-131)

En effet, le Front national est un parti qui dès sa création se réclame comme étant proche du peuple et représentant « une droite populaire ». Il se place comme étant le défenseur du peuple et le dénonciateur de ceux qui exploitent ce dernier. Le parti utilise la rhétorique populiste en opposant la nation avec les élites qu'il considère comme étant corrompues et incapables. Les Le Pen, père et fille, cherchent sans arrêt à affirmer leur proximité avec les Français de tous horizons. Jean-Marie Le Pen utilise ses origines modestes et se présente comme un homme du peuple qui a connu « le froid, la faim et la pauvreté » pour renforcer ses discours populistes. Sa fille se qualifie elle-même de « voix du peuple, l'esprit de la France » durant toute la campagne présidentielle de 2012 (Igounet, 2017 : 151). La vision que le FN a du peuple a évolué. Au commencement du parti, le peuple était vu comme ayant le « goût de la terre, respect du travail, joie de l'amour et de la famille, sens de la responsabilité, loyauté des gouvernants, esprit de sacrifice et de fraternité ». A l'heure actuelle, soit quarante ans plus tard, le peuple correspond à un ensemble de citoyens « de toute condition sociale », aux « victimes de l'ultralibéralisme et du mondialisme, de l'europhobie, de l'immigration massive et du communautarisme ». Ce sont des Français que le parti pense être le seul à voir et à entendre et à qui il veut « redonner la parole ». (Igounet, 2017 : 152-153)

Le Front national assume sa rhétorique populiste depuis les années 1990 lorsque le parti frontiste a pris un virage social et de dédramatisation notamment sous l'influence de Mégret. En

2010, Marine Le Pen déclare : « si le populisme c'est, comme je crois, défendre le peuple contre les élites, défendre les oubliés contre l'élite qui est en train de leur serrer la gorge, oui, alors dans ces cas-là, moi, je suis populiste. » Depuis son accès à la présidence, elle ne cesse de se revendiquer comme étant « la voix de ceux qui ne peuvent pas parler ». Un autre indicateur de la mise en avant de la notion de peuple est que, lors de son discours du 1^{er} mai 2016, elle a prononcé 28 fois le mot « peuple » et elle a renouvelé cela lors de son discours à Fréjus en septembre 2016 en le prononçant 29 fois et en l'associant au mot « liberté ». Le slogan « Au nom du peuple » que la présidente frontiste a choisi pour la campagne présidentielle de 2017, la place encore une fois dans la lignée de son père qui avait lui édité « Le Pen, Le Peuple » à la fin des années 1988. (Igounet, 2017 : 150-155)

Le programme politique en tant que tel, n'a pas fondamentalement changé hormis au niveau économique où le discours est devenu anticapitaliste et relativement social (Igounet, 2017 : 29). Mais il faut noter que l'arrivée de Marine Le Pen à la présidence a incontestablement changé l'importance accordée à l'aspect économique du programme. Elle est consciente qu'elle doit avoir un programme économique qui tient la route, elle a d'ailleurs imaginé cela en 2012 à la manière de « marcher sur ses deux jambes » : avoir d'un côté le chômage, la dette, le pouvoir d'achat et de l'autre, l'immigration et l'insécurité. (Ivaldi, 2015 : 163)

Afin d'aspirer de manière crédible au pouvoir, le FN devait quitter sa position de « parti de niche » qui ne s'occupait que de thématiques « culturelles ». De plus, le parti a dû s'adapter aux autres partis français notamment à ceux de la droite, l'UMP sous Sarkozy en tête, qui ont changé leurs orientations économiques pour se rapprocher des projets de base du FN à savoir une politique « libéral-autoritaire ». En outre, la crise financière de 2008 a également changé les choses, le Front national se devait de développer un programme économique répondant aux demandes de la société en pleine crise. (Ivaldi, 2015 : 164)

A l'origine, le Front national, comme de nombreux partis de droite radicale populiste européens, se focalisait sur des thématiques culturelles en lien avec l'immigration, la sécurité ou la défense des valeurs traditionnelles, en laissant l'économie comme thème secondaire comme l'explique Cas Mudde (2007) car ce n'était pas la source de leur idéologie. Gilles Ivaldi nous informe, suite à une analyse menée en 2015, que le programme du FN comprenait 16 % d'enjeux socio-économique à la fin des années 1990 et qu'en 2012, le taux est passé à 37 %. Il était possible de trouver dans les premières pages du programme présidentiel de 2012 les enjeux économiques

(le pouvoir d'achat, l'euro, l'emploi, les retraites, etc.) avant des sujets tels que l'immigration ou la sécurité. Cependant, globalement, l'importance qu'accorde le parti frontiste aux questions culturelles reste bien supérieur aux autres partis politiques. (Ivaldi, 2015 : 166-168)

Suite à l'analyse de Gilles Ivaldi, on peut observer la trajectoire qu'a suivi le programme économique du FN. Durant les années 1980, le parti mixait un autoritarisme culturel et une approche libérale de l'économie, d'ailleurs, 82% de son programme en 1986 est considéré comme étant de droite. (Ivaldi, 2015 : 171-172)

3. Conclusion

Nous allons à présent conclure ce second chapitre en exposant les principaux éléments que nous avons relevés concernant l'évolution du Front national entre la présidence du père et de la fille Le Pen.

Tout d'abord, au niveau du positionnement politique, Jean-Marie Le Pen déclarait lors de la création du parti « être la droite ». En 1995, le discours change avec l'introduction du « ni droite, ni gauche : Français », positionnement que Marine Le Pen adopte depuis lors. Elle a d'ailleurs redéfini le clivage qu'elle juge comme reflétant les partis politiques français actuels à savoir « patriotes – mondialistes ». Nous pouvons constater son envie de ne pas se situer ni à droite ni à gauche notamment dans la vision qu'elle a de l'Etat. D'un côté comme étant un instrument de régulation économique, vision gauchiste, et d'un autre comme servant des intérêts issus de la droite au niveau de la sécurité ou de la morale.

Pour ce qui est de l'aspect économique, ce n'est pas le point sur lequel le FN s'est concentré lors des premières années de son existence ayant placé son combat sous l'angle de la lutte contre l'immigration. Dans les années 1980, Jean-Marie Le Pen se positionnait comme faisant partie du néolibéralisme. De nos jours, le programme économique de Marine Le Pen peut être qualifié comme étant anticapitaliste et relativement social. C'est l'un des points qui a le plus changé depuis son arrivée à la présidence. Le parti sait qu'il a besoin d'être crédible économiquement parlant pour avoir une réelle chance d'accéder au pouvoir.

Une grande partie des thèmes traités par le FN traite a évolué avec le temps. Durant ses premières heures, pour se légitimer, le Front national les a été puiser dans les autres formations politiques notamment la défense du droit des femmes, des travailleurs ou encore la laïcité. Cependant avec le temps, ce sont les thèmes de souche du FN qui se sont insérés dans le débat

public. Le premier d'entre eux fut l'immigration, à l'heure actuelle, l'un des sujets majeurs des discussions politiques. Ensuite, nous pouvons citer la question identitaire et celle de l'insécurité par lesquelles la droite française se mobilise fortement depuis la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007.

En ce qui concerne les ressemblances dans les discours des deux présidences, il y a plusieurs thèmes à propos desquels Marine Le Pen s'est alignée sur son père : la « préférence nationale » (devenue « priorité nationale »), le rétablissement de la peine de mort, la critique de l'immigration ainsi que la défense de l'indépendance et de la souveraineté de la France. Effectivement, comme mis en évidence par Alduy, autant Jean-Marie que Marine Le Pen emploient très régulièrement les termes « Français », « nation » et « peuple ».

Finissons cette conclusion par les plus grandes différences entre le discours du fondateur du parti et de son héritière. Alors que l'immigration était pour Jean-Marie Le Pen la cause responsable de tous les problèmes en France, Marine Le Pen l'interprète comme étant uniquement l'instrument d'un mal encore plus grand : la mondialisation. Mais le point sur lequel nous notons le plus de différence entre les deux, c'est au niveau des questions sociétales. En effet, sous la présidence du père, le parti avait la réputation d'être conservateur, sexiste et homophobe, et anti-avortement. Marine Le Pen a changé cela en partie grâce à son image de femme moderne, divorcée et mère de famille recomposée. De plus, son bras droit, Florian Philippot est ouvertement homosexuel. Cependant, notons que bien qu'elle ne condamne pas la plupart des questions sociétales, elle les manie avec prudence, une grande partie de l'électorat frontiste trouvant sa souche dans le milieu catholique.

CHAPITRE 3 : ANALYSE DES DISCOURS DE MARINE LE PEN DE 2011 A 2017

Avant de développer notre méthodologie, revenons sur la question qui est au départ de ce mémoire : « Comment le discours de Marine Le Pen évolue-t-il entre janvier 2011 et février 2017 ? ». En effet, Marine Le Pen est la présidente du parti frontiste depuis janvier 2011 et bien que le processus de dédramatisation était déjà en cours, elle l'a accéléré et son discours paraît être plus politiquement correct que ne l'était celui de son père, précédent président du parti. De plus, jusqu'à aujourd'hui, le FN n'a cessé de faire des percées électorales. C'est pourquoi, nous allons procéder à une analyse des discours, selon la méthodologie exposée ci-après, afin de comprendre leur évolution.

L'hypothèse de recherche que nous avons établie est que le discours de Marine Le Pen, entre 2011 et 2017, évolue d'un discours d'extrême droite à un discours populiste de droite radicale.

Dans ce chapitre, nous allons dans ce chapitre tout d'abord expliquer la méthodologie que nous avons employé dans le cadre de cette recherche. Ensuite, nous effectuerons séparément l'analyse thématique des sept discours et des quatorze articles de presses sélectionnés. Nous conclurons ce chapitre par la confrontation de nos deux analyses.

1. Méthodologie

Pour répondre à notre question de recherche et tester notre hypothèse, nous devons sélectionner un type d'analyse qualitative. Nous nous sommes basés sur l'ouvrage de Pierre Paillé et d'Alex Mucchielli *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Parmi les méthodes proposées par les auteurs, nous avons opté pour une analyse thématique qui correspond à « la transposition d'un corpus donné en un certain nombre de thèmes représentatifs du contenu analysé et ce, en rapport avec l'orientation de recherche (la problématique). L'analyse thématique consiste, dans ce sens, à procéder systématiquement au repérage, au regroupement et, subsidiairement, à l'examen discursif des thèmes abordés dans un corpus, qu'il s'agisse d'une transcription d'entretiens, d'un document organisationnel ou de notes d'observation. » (Paillé, Mucchielli, 2012 : 232)

L'analyse thématique comporte deux fonctions principales à savoir le repérage et la documentation. La fonction de repérage a pour objet le travail de saisie de l'ensemble des thèmes d'un corpus, ce qui correspond, dans notre cas, à la récolte de sept discours de Marine

Le Pen et des articles de presse s'y rapportant. Après, il convient de relever tous les thèmes pertinents qui sont en lien avec notre recherche au sein de ce corpus. La fonction de documentation concerne le fait d'établir des parallèles ou des différences et des ressemblances entre les thèmes. Les auteurs expliquent que la méthode consiste à « établir un panorama au sein duquel les grandes tendances du phénomène à l'étude vont se matérialiser dans un schéma (arbre thématique) » (Paillé, Mucchielli, 2012 : 232). Une attention particulière doit être portée aux thèmes qui se répètent, se recoupent ou se rejoignent d'un document à un autre.

A présent, nous allons exposer les différentes étapes que nous avons suivies afin de répondre à la question de recherche du présent mémoire. Ces étapes constituent notre protocole de recherche. Il sous-tend les résultats que nous produisons quant à l'évolution des discours de Marine Le Pen entre 2011 et 2017.

La première étape de notre travail a consisté à documenter les recherches scientifiques concernant le concept de populisme et de droite radicale. Nous avons ensuite effectué une revue de littérature sur ce qui a déjà été fait concernant l'évolution des discours du FN depuis les débuts du parti. Les travaux portent majoritairement sur les ressemblances et les différences entre le père et la fille Le Pen, quant à leurs discours, et plus largement sur leur profil, leur trajectoire, leurs choix politiques. Ces informations nous aident à comprendre les ressorts d'une évolution possible dans les discours de Marine Le Pen.

La deuxième étape de notre travail consiste en la collecte de données discursives. La sélection de discours en a retenu sept émanant de Marine Le Pen lors de divers grands événements politiques ainsi que quatorze articles de presse. Un discours par an a été choisi entre janvier 2011 et février 2017. Elle s'est faite en tenant compte de l'actualité et du contexte de l'année en question. Nous avons également sélectionné deux articles de deux journaux différents, pour chaque discours à savoir *Libération* et *Le Figaro*. Nous avons choisi, volontairement, des journaux aux lignes éditoriales contrastées, à gauche et à droite de l'échiquier politique, pour potentiellement éviter un biais idéologique à la source. Nous avons choisi une source médiatique, en plus des discours officiels, afin d'observer comment les discours de la présidente du parti sont relayés dans la presse et si les éléments mis en avant dans les médias sont les mêmes que ceux que Marine Le Pen a voulu mettre en évidence dans ses discours.

TABEAU 1 – LISTE DES DISCOURS SELECTIONNES POUR L'ANALYSE THEMATIQUE

Intitulé/type du discours	Source	Date	Lieu
Congrès du FN à Tours : Discours d'investiture de Marine Le Pen	Site web du Front national http://www.frontnational.com/videos/congres-du-fn-a-tours-discours-d%e2%80%99investiture-de-marine-le-pen/	16 janvier 2011	Tours
Discours de Marine Le Pen à l'occasion de la galette présidentielle	Site web du Front national http://www.frontnational.com/videos/discours-de-marine-le-pen-a-loccasion-de-la-galette-presidentielle-organisee-a-saint-denis/	9 janvier 2012	Saint-Denis
Discours de Marine Le Pen en clôture des universités d'été 2013 du Front national à Marseille	Site web du Front national http://www.frontnational.com/2013/09/universite-dete-2013-discours-de-marine-le-pen/	15 septembre 2013	Marseille
Discours de Marine Le Pen dans le cadre des élections européennes	Site web du Front national http://www.frontnational.com/videos/discours-daymeric-chauprade-a-paris/#discours	18 mai 2014	Paris
Discours de Marine Le Pen dans le cadre des élections régionales de 2015	Site web du Front national http://www.frontnational.com/videos/discours-de-marine-le-pen-a-paris-10-decembre-2015/	10 décembre 2015	Paris
Discours de Marine Le Pen aux Estivales de Fréjus : lancement de la campagne présidentielle	Site web du Front national http://www.frontnational.com/videos/discours-de-marine-le-pen-aux-estivales-de-frejus/	18 septembre 2016	Fréjus
Assises présidentielles de Lyon : Discours de Marine Le Pen	Site web du Front national http://www.frontnational.com/videos/assises-presidentielles-de-lyon-discours-de-marine-le-pen/	5 février 2017	Lyon

Nous avons choisi de sélectionner des discours entre 2011 et 2017. Le premier, datant de janvier 2011, est celui que Marine Le Pen a prononcé lors de son investiture en tant que présidente du Front national. Le discours du 9 janvier 2012 est issu de la campagne présidentielle de 2012, la première de Marine Le Pen en tant que candidate. Pour l'année 2013, nous avons opté pour le discours de clôture des universités d'été du FN notamment car cela a été une année sans élection. En 2014, notre choix s'est porté sur l'un des derniers discours de campagne des élections européennes à Paris et en 2015, sur celui qui a eu lieu lors de l'entre-deux tours des élections régionales. Ensuite c'est celui de septembre 2016 à Fréjus par lequel la présidente du FN a officiellement lancé sa campagne présidentielle qui a retenu notre attention. Et finalement, le dernier discours, datant de février 2017, qui correspond à la présentation du programme présidentiel de Marine Le Pen.

Le Front national est caractérisé par une succession de quatre étapes (établissement ; enracinement et consolidation ; essoufflement) comme cela a été indiqué par Pascal Delwit (2012). Ce dernier s'interrogeait sur la période qui avait commencé en 2011, année de l'introduction de Marine Le Pen à la présidence du parti. A partir de ce moment-là, les résultats électoraux du FN paraissaient s'améliorer (Delwit, 2012 : 32-36). Delwit a dû se demander si l'arrivée de la nouvelle Présidente pouvait être interprétée comme étant le début d'une « nouvelle ère » pour le parti. A l'heure actuelle, nombreux sont les auteurs qui considèrent que le FN a évolué depuis 2011 et ce, majoritairement via la volonté de Marine Le Pen d'accéder au pouvoir ainsi que par le renouvellement du bureau politique du parti. Les récents scrutins montrent que le FN est à un tournant de son histoire, qu'une nouvelle « étape » dans le développement du parti va se produire. Nous considérons donc cette période, 2011-2017, comme étant spécialement intéressante à investiguer étant une étape à part entière dans l'évolution du parti. En effet, celle-ci commence avec l'investiture de Marine Le Pen à la présidence du FN et se termine à la veille des élections présidentielles de 2017 où, pour la première fois, la victoire d'un parti populiste de droite radicale au second tour est considérée comme étant possible en France.

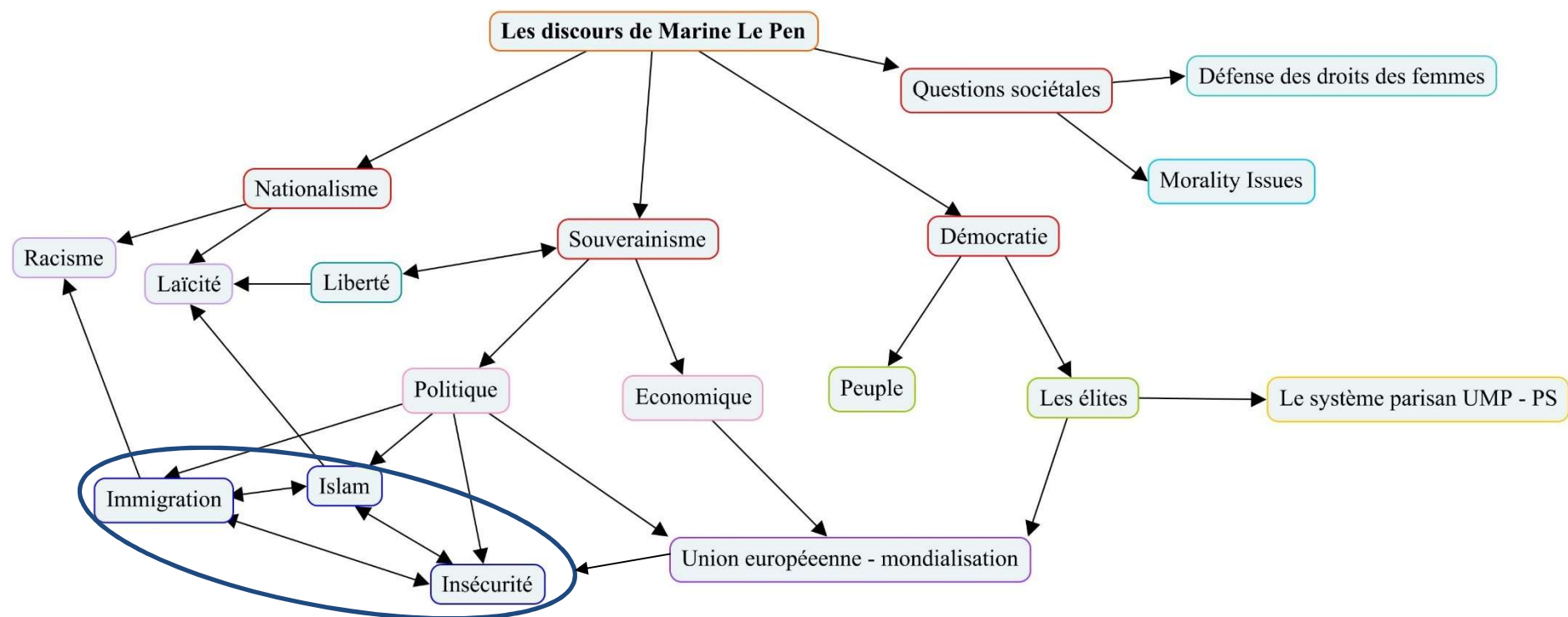
La troisième étape de notre démarche est d'appliquer l'analyse thématique aux sept discours et aux quatorze articles de presse sélectionnés. Comme exposé dans la procédure mise au point par Paillé et Mucchielli, nous relevons les principaux thèmes dans chacun d'eux. Nous examinons lesquels sont récurrents. Nous envisageons s'ils évoluent, dans le temps, dans la manière dont ils sont exprimés. Nous mettons en évidence des similarités et des différences

d'un discours à l'autre, de 2011 à 2017. Un arbre thématique reprend de manière synthétique les principaux résultats de l'investigation (Cf : Tableau 2 p.51). Pour réaliser cette étape, nous avons choisi, suite à l'élaboration de notre premier arbre thématique, de regrouper tous les thèmes que nous avons dégagés dans un tableau² divisé en plusieurs colonnes. A la suite de la division par thème, nous avons ajouté les éventuels sous-thèmes et les différentes années des discours. Nous avons finalement mis en parallèle les verbatims importants des discours avec les éléments repris dans les articles de presse des journaux *Libération* et *Le Figaro*. Cette mise en tableau nous a permis d'avoir une vision claire des différents thèmes que nous avons soulevés : certains sont considérablement plus présents que d'autres dans les discours de Marine Le Pen. Notons que comme l'indiquait l'ouvrage de Paillé et Mucchielli, la thématisation évolue et se transforme en cours d'analyse : certains thèmes apparaissent, d'autres disparaissent. En effet, au cours de l'analyse, de nombreux « aller-retour » ont été effectué entre la construction et l'analyse de l'arbre thématique d'une part, et son application au matériau empirique d'autre part.

La quatrième et dernière étape consiste en l'articulation des résultats de l'analyse thématique et du cadre conceptuel que nous avons préalablement établis à propos du populisme, de l'extrême droite et de la droite radicale avec pour objectif de répondre à notre question de recherche. Nous avons également procédé à une mise à jour de notre arbre thématique à la suite de l'analyse faite dans l'étape précédente (Cf. Tableau 3 p.77).

²Voir annexe 2

TABEAU 2 – ARBRE THEMATIQUE PREALABLE A L'ANALYSE



2. Analyse thématique

Nous allons à présent procéder à l'analyse thématique à proprement parler de notre mémoire. Revenons tout d'abord sur le choix de nos thèmes. Nous avons premièrement choisi d'employer ceux-ci en particulier pour notre analyse car bon nombre d'entre eux sont des marqueurs soit de l'extrême droite, soit du populisme ou encore de la droite radicale comme vu dans le premier chapitre. Deuxièmement, certains sujets découlent directement des acteurs, nous pensons ici aux « 3 i » développés par Jean-Marie Le Pen rassemblant l'insécurité, l'immigration et l'Islam. Finalement, certaines thématiques sont soulevées dans les discours que nous avons analysés mais pas dans la littérature scientifique c'est pourquoi il nous semblait intéressant de les analyser également comme par exemple le chômage ou la laïcité.

Nous avons donc placé l'ensemble des thèmes dans notre tableau et allons à présent passer à l'analyse de celui-ci. Nous nous sommes concentrés dans un premier temps sur l'évolution des discours et, dans un second temps, sur nos sources médiatiques afin d'observer ce que la presse retient des discours de la présidente du FN mais également s'il y a une évolution dans le traitement médiatique accordé à cette dernière.

2.1 Résultats de l'analyse des discours

Nous allons revenir sur chacun des thèmes et sous thèmes placés dans le tableau afin d'observer leur évolution d'année en année.

a) Les « 3 i » : insécurité – immigration – Islam

Abordons premièrement les « 3i » : l'insécurité, l'immigration et l'Islam. L'insécurité est un thème que Marine Le Pen lie plusieurs fois aux problèmes de drogues. En 2012, elle associe la drogue à l'insécurité routière et en 2017 à « la dictature des caïds sur certains quartiers ». Elle prône à plusieurs reprises des sanctions plus fermes. En ajoutant qu'elles doivent « toujours être appliquées » envers les coupables car elle veut « en finir avec l'impunité des délinquants ». De plus, elle veut une meilleure sécurité dans le pays notamment via une augmentation des moyens humains et financiers pour les forces de l'ordre. Elle réclame également « une armée pleinement autonome » en 2013. Mais aussi en 2016, quand elle fait allusion au fait que la France n'a plus sa pleine souveraineté en ce qui concerne son armée. En 2013, elle accuse Schengen de priver la France du contrôle de ses frontières et donc d'empêcher celles-ci d'assurer la sécurité de son territoire. Au niveau des frontières, elle déclare la même année que

le fait de ne pas pouvoir les surveiller entièrement provoque l'arrivée en France de divers trafics et réseaux criminels. Le chômage est également un thème qui engendre de l'insécurité pour Marine Le Pen « la menace permanente du chômage ». Son discours sur ce sujet reste cohérent tout au long des années que cela soit au niveau de ce que Marine Le Pen identifie comme étant les sources de l'insécurité qu'au niveau des solutions qu'elle propose pour lutter contre.

Ensuite, abordons l'immigration : thème historiquement important pour le FN. Marine Le Pen l'évoque avec une vision toujours négative quant aux conséquences pour la France. En 2012, elle déclarait que « la France n'hébergera pas le monde entier » ; l'année suivante que « chaque clandestin est un délinquant », l'immigration est décrite comme étant « massive » et accusée de bouleverser « tous les acquis de la laïcité, de la libération des femmes et du pacte républicain ». Elle s'inquiète de l'entrée dans l'Union européenne de pays comme la Bulgarie et la Roumanie car « les Roms seront chez eux en France [...] Ils deviendront inexpulsables ». C'est pourquoi, elle prône régulièrement « l'abrogation de Schengen ». Pour la présidente frontiste, en 2015, une « société multiculturelle tourne généralement à la société multi conflictuelle ». En 2016, elle se pose contre « la religion immigrationniste » et ajoute que « ces peuples dont la croyance, les mœurs, les pratiques ne sont pas les nôtres, qui n'ont pas vocation à être en France ». Finalement en 2017, le discours sur l'immigration se lie avec celui sur la sécurité. Marine Le Pen propose « pour les étrangers délinquants la reconduite automatique à la frontière » mais aussi la reconduite des « étrangers fichés S (...) à la frontière ». Nous pouvons donc le voir, le discours concernant l'immigration est tranché depuis 2011 mais reste néanmoins orienté de la même manière d'année en année.

L'immigration est souvent associée à l'Islam dans le discours de Marine Le Pen. Elle évoque couramment cette religion dans ses discours en pointant des éléments qu'elle juge incompatibles avec la République française. A la fois en 2011 et en 2013, elle parle de « la nourriture hallal dans les cantines scolaires », du « voile à l'université » et de « la séparation des sexes dans la piscine » : tout cela comme portant atteinte aux valeurs républicaines. En 2015, lors de la campagne pour les élections régionales, elle lance un appel à la communauté musulmane en indiquant à celle-ci qu'elle a sa place « dans le grand mouvement de redressement national qui se forme ». En 2017, Marine Le Pen n'aborde plus le sujet de l'Islam de manière globale mais vise le « fondamentalisme islamiste » qu'elle juge être « enfant de l'immigration de masse ». Elle développe le propos suivant : « le fondamentalisme islamique nous agresse chez nous par le harcèlement calculé des résistances républicaines, par des

exigences incessantes, par des demandes d'accommodements ». Ces accommodements, qu'elle visait quelques années plus tôt, sont à présent associés au « fondamentalisme islamique » qu'elle qualifie plus loin dans son discours comme une « idéologie barbare, ennemie de la France ». Elle ajoute encore sur le sujet que ce fondamentalisme « cherche à nous imposer pêle-mêle : la contestation de la mixité dans les lieux publics, le voile intégral ou non, des salles de prières dans les entreprises, des prières de rues, des mosquées cathédrales, la soumission de la femme interdite de jupe, de travail ou de bistro ». Ensuite, elle affirme que nous sommes « en guerre contre le fondamentalisme islamiste ». Nous pouvons voir que ce thème, qui n'était que rapidement abordé via quelques phrases dans les premiers discours, a pris une importance grandissante surtout dans le discours de février 2017 présentant le programme de Marine Le Pen pour les élections présidentielles. L'une des explications à ce durcissement est à trouver dans le contexte dans lequel se trouve la France, plus généralement le monde occidental, à savoir celui d'une menace terroriste régulière.

Le thème de la laïcité est souvent en lien avec celui de l'Islam et de l'immigration dans le discours du FN. En 2011, Marine Le Pen était très claire sur sa position à propos de la religion « aucun culte ne doit empiéter sur la sphère publique : la foi doit rester une affaire strictement privée » et « il appartient aux fidèles de mettre leur pratique religieuse en accord avec la République ». En 2017, nous pouvons observer que son discours sur le sujet n'a pas changé : « nous appliquerons les règles de la laïcité [...] que nous étendrons à l'espace public ». Nous pouvons observer le lien avec l'immigration lorsqu'elle ajoute « ceux qui sont venus en France c'est pour trouver la France, pas pour la transformer à l'image de leur pays d'origine ». Il est par conséquent possible de dire que le discours de Marine Le Pen a conservé la même rhétorique à propos de la laïcité depuis 2011.

Abordons à présent le racisme qui est, après notre analyse, saisi comme étant un sous-thème de l'immigration. La leader frontiste utilise ce terme non pas comme un racisme envers les étrangers mais un racisme que les étrangers, issus de l'immigration, exerceraient envers les Français. En 2011, elle disait « les Français sont victimes de discriminations organisées légalement par l'Etat et sont même l'objet de propos ou de violences racistes dans leur propre pays » ainsi que « notre hymne national est sifflé par des voyous qui se comportent comme en pays conquis ». Même si elle ne revient pas explicitement sur ce thème tous les ans, on peut voir qu'en 2017, elle a conservé la même position lorsqu'elle déclare « nous ne voulons plus que l'Etat laisse se propager la haine de la France ».

a) Le nationalisme

Le nationalisme est, sans conteste, l'un des thèmes que Marine Le Pen aborde le plus dans l'ensemble de ses discours. En 2011, elle met en avant que « les Français sont un grand peuple qui possède un grand pays » que « notre langue nationale rayonne sur les cinq continents », et à l'identique en 2016, « le français était la langue des insoumis ». En 2011, la présidente frontiste évoque la devise nationale de cette manière : « liberté/égalité/fraternité qui ne sont rien d'autre que les principes chrétiens sécularisés ». L'année suivante, elle déclare que « l'héritage chrétien marque la France » et rappelle de nouveau « notre héritage chrétien » en 2017. Marine Le Pen prône, comme il est de tradition au FN, « la priorité nationale » qui, pour la candidate aux élections présidentielles, « n'est rien d'autre qu'un protectionnisme social ». En 2013, le discours est semblable lorsqu'elle demande « que les prestations familiales soient réservées aux Français [...] aux seuls qui ont la nationalité française ! » mais également « que les emplois, en ce temps de chômage, soient accordés en priorité aux Français ». Elle émet presque mot pour mot le même discours en 2017 lorsqu'en exposant son programme pour les élections présidentielles elle dit : « dans le logement social, l'emploi, nous établirons la priorité nationale ». Elle évoque en 2013 l'enseignement de l'histoire de France au cœur des programmes scolaires » et de nouveau en 2017 « la défense et la promotion de notre patrimoine historique et culturel ». Nous voyons donc ici, via plusieurs éléments, que Marine Le Pen tient presque mot pour mot le même discours nationaliste entre 2011 et 2017.

b) Le souverainisme : l'Union européenne et la mondialisation

Nous allons à présent aborder 3 thèmes qui sont parmi ceux les plus développés par Marine Le Pen à travers ses discours.

Une nouvelle fois, un thème est traité de manière assez similaire au fil des ans : l'Union européenne. Les synonymes qu'elle emploie sont nombreux : « le monstre européiste » en 2011, « ce boulet » en 2012, « le maître bruxellois » « ce monstre européen » « les eurogagas » en 2014 et « ce système européiste tyrannique » en 2017. Pour ce qui est du projet européen en lui-même, elle dit en 2011 que c'est « un projet technocratique, totalitaire et nuisible à nos libertés ». En 2011 et 2017, elle qualifie l'UE de « cauchemar ». En 2016 et 2017, elle insiste en disant que l'Union européenne est « une ingérence » et « un échec ». A propos de l'euro, elle affirme en 2012 qu'il faut « abandonner cette monnaie surévaluée qu'est l'euro et mettre en place des protections douanières ». L'année suivante, elle compare la monnaie unique à une

« monnaie inique (...) machine à détruire notre compétitivité et nos exportations, à fabriquer du déficit ». Lors de sa campagne pour les élections européennes de 2014, elle affirme que « l'euro a été conçu par l'Allemagne et pour l'Allemagne » elle poursuit en disant qu'il y a un « soutien religieux à l'euro (...) euro rime avec zéro : zéro croissance, zéro perspective d'emploi, zéro avenir pour nos jeunes ». Elle accuse également l'Union européenne, avec l'espace Schengen, de ne pas permettre à la France d'assurer sa sécurité en 2013. Elle dénonce dans son discours suivant « le lien de plus en plus évident entre l'Union européenne et l'immigration » car « on entre en Europe comme dans un moulin ». Elle se définit elle et son parti, en 2014, comme étant « eurocritiques, donc eurolucides, franco-convaincus ». Comme nous pouvons le voir, que cela soit du point de vue économique ou politique, Marine Le Pen est constante dans son positionnement envers l'Union européenne : elle n'en veut pas.

La présidente du FN réserve à la mondialisation le même traitement qu'à l'Union européenne. En la comparant premièrement, en 2011, à « un totalitarisme », « en horreur économique, en tsunami social, en Tchernobyl moral ». Elle associe le terme mondialisation à celui de « sauvage » en 2011, 2012, 2013 et toujours en 2017. Tout comme pour l'Union européenne, elle met la mondialisation en lien avec « l'immigration massive » en 2017. Dans ce même discours, elle met en parallèle le « mondialisme financier et affairiste » avec le « fondamentalisme islamiste ». La mondialisation est décrite comme un « échec économique » en 2017. Dans la même idée que le clivage qu'elle a développé face à « l'UMPS », elle explique qu'il y a confrontation entre la vision du FN et « celle des mondialistes ». Elle lie ce thème à de nombreux autres. Par conséquent, il est traité assez régulièrement à travers les différents discours. Comme cela a été le cas pour l'immigration ou l'Union européenne, la rhétorique de Marine Le Pen est constante sur le sujet et il est sans nuance.

Après l'analyse, la mondialisation et l'Union européenne sont deux sujets que nous avons décidé de définir comme des sous-thèmes du souverainisme. Ce dernier peut être distingué en deux aspects : économique et politique. Notons tout de même qu'ils sont étroitement liés.

Traitons premièrement du souverainisme économique. En 2011, Marine Le Pen souhaite mettre en place « un protectionnisme social et territorial ». Elle affirme également « notre souveraineté monétaire a été sacrifiée à des dogmes : le dogme européiste (...) le dogme de l'euro (...) le dogme de l'ultralibéralisme et du laisser-fairisme ». En 2012, elle veut à nouveau un « protectionnisme, du patriotisme économique » pour lutter contre « le descendeur social ». En

2014, elle se dit encore une fois en faveur d'un retour des frontières nationales et des douanes. Elle accuse l'Union européenne de « nous interdire de protéger notre industrie » et ajoute que la seule solution « pour sortir du carcan de l'euro » est « d'abord de créer une monnaie nationale ». Ensuite, autant en 2016 qu'en 2017, Marine Le Pen emploie l'expression de « protectionnisme intelligent » et comme en 2012, parle de « patriotisme économique ». L'une des volontés de Marine Le Pen, présente dans chacun de ses discours, est de retrouver l'entière responsabilité du pouvoir de décision notamment en ce qui concerne les questions économiques du pays.

Deuxièmement, attardons-nous sur le souverainisme politique. Lors de son intronisation à la présidence du FN, Marine Le Pen insiste sur sa volonté d'une « remise en ordre de l'Etat-Nation (...) d'un Etat protecteur et efficace au service de la communauté nationale » mais aussi sur le fait que « le Front national a engagé un combat pour l'indépendance et la souveraineté de la France ». Elle accuse Bruxelles de priver la France « dans des champs entiers de l'action politique : la monnaie, la législation, la maîtrise des frontières, la gestion de l'immigration... ». En 2013, en plus de l'Europe, elle ajoute que « on ne peut plus rien faire sans penser Etats-Unis » mais aussi que « l'alignement systématique de la France » sur ces derniers ainsi que la réintégration du commandement intégré l'OTAN ont affaibli de manière « impardonnable nos armées ». Marine Le Pen s'inquiète encore plus de la « soumission » de la France à « des pays qui n'ont avec nous aucun lien historique ni culturel, seulement des liens d'argent (...) l'Arabie Saoudite et le Qatar ». Elle réclame une nouvelle fois la restitution de la souveraineté afin de récupérer « notre liberté législative (...) notre liberté budgétaire (...) notre liberté monétaire mais également pour retrouver des frontières tout autant économiques que migratoires. En 2014, l'eurodéputée continue de scander qu'il faut que la France retrouve sa liberté, « son indépendance, sa prospérité, sa sécurité, son identité ». A l'image de son discours en 2013, elle regrette en 2016 que « la politique de la France » soit « trop souvent dictée de l'étranger » mais aussi que « la France n'est plus une Nation souveraine ». En 2017, Marine Le Pen plaide de nouveau pour « un Etat fort, un Etat stratège (...) un Etat protecteur » mais aussi comme en 2013 pour « recouvrer nos quatre souverainetés : monétaire, économique, législative et territoriale ». Elle envisage également de sortir « du commandement intégré de l'OTAN » et de réarmer la France « sans complexe ». Nous pouvons par conséquent observer que cela soit au niveau du souverainisme économique ou politique, que Marine Le Pen dispense un discours cohérent, stable voire répétitif entre janvier 2011 et février 2017.

La liberté est un thème à la fois essentiel et très vaste dans le vocabulaire de Marine Le Pen. Elle parle de liberté à la fois au niveau des citoyens, comme en 2013 lorsqu'elle déclare « la première des libertés individuelles c'est la sûreté ». Mais également au niveau de la France en tant qu'Etat. Elle lie la liberté de la France avec son niveau de souveraineté comme nous venons de le détailler ci-dessus. Nous l'illustrer encore lorsqu'en 2013 elle déclare « il faut d'abord à la France retrouver sa liberté. Sa liberté en tant qu'Etat, en tant que Nation » ainsi qu'en 2016 quand elle dit, en référence au Brexit « comme nous avons hâte, nous aussi, de reprendre notre liberté ! » considérant que l'Union européenne prive la France de sa liberté.

c) Les marqueurs du populisme de droite radicale

Revenons à présent sur deux marqueurs importants du populisme de droite radicale à savoir le peuple et les élites. Marine Le Pen aborde ces deux thèmes dans chacun de ses discours entre 2011 et 2017 sans exception. Elle parle des élites comme étant des « technocrates illégitimes », « les amis du pouvoir », « les oukases ultralibéraux », « cette caste politique », « des politiciens aux idées fausses », de « marchands d'esclave ». Tous ces dénominatifs pour, faire passer l'idée que « les prétendues élites ont jusqu'à présent failli et trop souvent failli ».

Ensuite, pour ce qui est du peuple, elle le met tous les ans en avant dans tous ses discours : « le pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple », « les oubliés, les invisibles », « la classe moyenne française qui souffre terriblement », « en France, ce souverain, c'est le peuple », « mon peuple », « le respect du peuple » et lors de ses deux derniers discours centrés sur les élections présidentielles de 2017, elle insiste pour se positionner comme étant « la candidate du peuple ». Son slogan de campagne est d'ailleurs clairement orienté dans ce sens : « Au nom du peuple ! ». Nous pouvons dire que les thèmes d'élites et de peuple ont gardé la même importance et la même signification tout au long de ces six années dans les discours de Marine Le Pen.

L'un des marqueurs de la droite radicale est l'exaltation des valeurs démocratiques. C'est pourquoi nous nous sommes penchés sur ce thème. Marine Le Pen l'évoque continuellement dans ses discours. Elle déclare en 2011 « la démocratie ne nous fait pas peur », mais aussi que « la démocratie directe est la meilleure forme de gouvernement ». Elle ajoute en 2013 : « je crois en la démocratie ». Et continue en 2017 : « cette démocratie de proximité est la seule en réalité qui permette votre contrôle ». De plus, quand elle évoque la démocratie qu'elle veut directe, Marine Le Pen propose l'instauration de « référendum d'initiative populaire » en 2017.

En 2013, elle évoquait déjà son projet de proposer un référendum aux Français afin que ces derniers se prononcent sur l'appartenance de la France à l'Union européenne. Tout comme les thèmes du peuple et des élites, la démocratie est donc un sujet omniprésent au fil des ans dans les discours. Notons tout de même que dans les derniers discours, la patronne du FN insiste plus sur sa volonté de donner au peuple des moyens de contrôler ses dirigeants.

Un autre thème traité par Marine Le Pen dans chacun de ses discours est le système partisan composé de l'UMP (actuellement LR) et du PS. Elle a pris l'habitude de les nommer « UMPS ». Elle les associe, en 2013, en déclarant ne pas être dans le même camp : « ni la droite, ni la gauche, toutes deux en échec parce que partisans ». Elle va en 2015 jusqu'à qualifier l'UMPS de « mafia politique ». En 2012, elle associe « leurs traités européens » aux « traités de l'UMPS et du centre » et explique que ces derniers « nous brident et nous condamnent à l'isolement dans une politique du laisser-passer ». Marine Le Pen ajoute en 2014 que « à cause de l'UMPS, nous ne sommes plus maître chez nous » mais également que « l'Union européenne est l'enfant chéri du PS et de l'UMP ». Ensuite, autant en 2013 qu'en 2014, elle qualifie son parti « de la vérité » et de « la vraie vie » face à « tous ces défaitistes qui ne croient plus en la France » et ajoute que « la réalité c'est qu'ils sont en fait franco-septique ! ». La présidente frontiste déclare également, en 2014, que ses adversaires mettent en place « la préférence étrangère ». Elle marque par-là l'opposition avec son parti qui prône la « priorité nationale ». En 2015, elle continue à mettre en évidence cette opposition mais en la justifiant cette fois avec « le nouveau clivage politique (...) il sépare les mondialistes et les patriotes ». Elle souligne encore ce clivage lors de son discours de 2017. Nous le voyons donc, Marine Le Pen associe ses adversaires en un seul bloc sans tenir compte de leur place sur l'échiquier politique. Elle n'attaque que rarement un seul parti dans les discours que nous avons analysés sauf en 2014 où elle s'attarde davantage sur l'UMP.

d) Thèmes socio-économiques

Le chômage est un thème récurrent sans pour autant être central dans les discours de Marine Le Pen. Elle l'évoque dans tous ses discours, elle dit qu'il ne cesse de progresser, que c'est une menace permanente pour les Français et qu'il induit la précarité des salariés. Elle parle régulièrement d'un « chômage de masse » qui atteint les Français et ce, notamment à cause de l'Union européenne et de la désindustrialisation. Elle établit également un lien entre le chômage et l'immigration lorsqu'elle déclare en 2011 que « le système de protection sociale prend en

charge toute la misère du monde au lieu d'être réservé aux Français ». Pour Marine Le Pen, en 2017, la priorité est de « donner un travail à chaque Français ». Ce propos illustrant parfaitement la logique de « priorité nationale » qui se reflète dans chaque discours.

Lors de l'élaboration de notre liste de thème, nous avons choisi d'y inclure la défense du droit des femmes. Il s'agit de l'un des sujets dont se sont saisis les partis populistes de droite radicale pour se légitimer. Cependant, à la suite de notre analyse des discours, nous n'avons relevé que très peu d'éléments à ce sujet. En 2017, Marine Le Pen évoque les femmes comme étant « déjà victimes directes de la loi El Khomri ». Elle aborde également les droits des femmes lorsqu'elle parle du fondamentalisme islamiste « la soumission de la femme interdite de jupe ». Les extraits de discours que nous avons relevés évoquent plus des restrictions commises envers les droits des femmes qu'une volonté ou des mesures visant à les garantir ou à les étendre.

Finalement, il y a des thèmes que l'on ne retrouve jamais dans les discours que nous avons analysés. Il s'agit des thèmes que nous avons nommé « *morality issues* ». Ce sont des sujets tels que la peine de mort (thème présent dans le programme du FN jusque 2017), le mariage et l'adoption homoparentale ainsi que le droit à l'avortement. Comment expliquer cette absence ? Suite à notre revue de littérature dans le deuxième chapitre, nous avons pu voir que Marine Le Pen n'avait pas des positions aussi claires que son père et que les « anciens » du FN sur les questions de l'avortement et de l'homosexualité. Une explication réside dans le fait que Marine Le Pen souhaite maintenir l'unité du parti, la présidente frontiste ne met pas l'accent sur ces thèmes lors des discours nationaux.

2.2 Analyse des articles de presse

Rappelons que l'originalité méthodologique de notre mémoire se trouve dans la mise en parallèle de l'analyse de l'évolution des discours de Marine Le Pen avec des articles de presse venant de deux journaux. Dans un souci de clarté et afin d'avoir une vue d'ensemble, nous avons inclu les extraits de journaux en vis-à-vis des verbatims de la présidente frontiste dans notre tableau d'analyse. Nous allons repérer les thèmes qui sont le plus mis en valeur par la presse, ou non, au fil des ans.

a) Les « 3 i » : insécurité – immigration – Islam

Abordons premièrement l'insécurité. *Le Figaro* reprend les paroles de Marine Le Pen en 2013, lorsqu'elle évoque la violence à Marseille et la compare à un « *terrorisme des rues* ». Le journal met également en avant en 2017 ces propos de Marine Le Pen qui veut « *en finir avec l'impunité des délinquants, les zones de non-droit, les trafics de drogue* ». Pour ce qui est de *Libération*, l'allusion que nous avons relevée par rapport à l'insécurité se trouve dans l'article écrit en 2013 ; en effet, le journaliste explique que Marine Le Pen a décliné dans son discours « les quatre i » - immigration, islamisme, insécurité et imposition – qui sont les marqueurs de l'extrême droite utilisés par Jean-Marie Le Pen avant elle.

L'immigration n'est pas un thème fort mis en avant dans les articles de presse que nous avons sélectionnés. Comme nous venons de le voir en 2013, le journal *Libération* évoque brièvement les « quatre i » et en 2014, *Le Figaro* explique que Marine Le Pen a développé son argumentation classique et cite la dénonciation de l'immigration. En 2016, le même journal rappelle cependant, qu'en ce qui concerne les militants de base, « les débats sur l'économie passionnent moins que ceux sur l'immigration ». *Libération* a repris l'extrait dans lequel la présidente du FN dit vomir « *la religion multiculturaliste* » et qu'elle y voit le début d'une « *guerre civile* ». L'article revient également sur « les accents anti-universalistes » du discours et sur une phrase de Marine Le Pen : « *ces peuples qui n'ont pas vocation à être en France, mais que nous n'avons ni droit ni raison de critiquer chez eux, sur leur terre et dans leur histoire* ». En 2017, les deux articles évoquent le sujet de l'immigration via les mesures que Marine Le Pen a inscrites dans son programme pour les élections présidentielles. *Le Figaro* reprend « *les frontières sont effacées, nos pays sont des halls de gare (...) la dilution culturelle dans un plus petit dénominateur commun mondial* ». On peut également lire dans le quotidien les actions que compte prendre la présidente frontiste envers les délinquants étrangers.

Libération ajoute d'autres mesures comme la suppression du droit du sol, la régulation des sans-papiers et l'inscription dans la Constitution de la « préférence nationale » notamment en matière d'emploi. Cependant, l'article met en avant que bien que des actions fortes soient prévues à ce sujet, l'immigration tend à devenir une thématique parmi les autres et non plus le thème principal du discours et du programme frontiste.

Pour ce qui est de l'Islam, nous n'avons pas relevé d'allusions directes à ce thème dans les articles venant de *Libération* mais uniquement dans *Le Figaro*. On peut y lire, en 2011, la déclaration de Marine Le Pen disant que l'Etat doit « *interdire l'aménagement d'horaires particuliers dans les piscines pour les femmes musulmanes ou l'introduction d'interdits religieux alimentaires* » en visant les cantines scolaires, en ajoutant que « *personne ne devait être conduit contre son gré ou à son insu à manger halal* ». En 2015, l'article relève que la présidente du FN a adressé un message à la communauté musulmane en l'invitant à la rejoindre. En 2016, le ton se durcit. L'article reprend la phrase qui vise les islamistes radicaux : « *sur notre sol sont présents des ennemis qui entendent imposer des mœurs de l'extérieur* ». Finalement, en 2017, *Le Figaro* reprend plusieurs phrases que Marine Le Pen a dites à l'encontre du « *fondamentalisme islamique* » comme par exemple « *ils veulent nous imposer des salles de prières, les mosquées catholiques, le voile islamique, la soumission de la femme interdite de jupe de travail ou de bistrot. Mais aucun Français, aucun républicain, aucune femme attachée à sa liberté et à sa dignité ne peut l'accepter* ». On peut aussi lire dans l'article que pour la candidate aux présidentielles « *le mondialisme économique conduit au fondamentalisme islamique* ».

Sur le racisme, sous-thème de l'immigration, nous pouvons uniquement lire dans l'article du *Figaro* de 2016 la phrase dite par Marine Le Pen : « *Les Français sont dépouillés du droit d'être eux-mêmes sur leur territoire* ». Le racisme anti-français n'est pas un sujet qui retient particulièrement l'attention des médias.

Nous avons également classé comme sous-thème de l'Islam surtout, la laïcité. Encore une fois, c'est *Le Figaro* qui a abordé le sujet, à deux reprises. En 2011, l'article rappelle que « *l'islamisation* » est l'un des thèmes de prédilection de Marine Le Pen et qu'elle déclare que l'Etat doit être « *le garant de la laïcité* » afin notamment de lutter contre cette « *islamisation* ». Dans l'article de 2017, on peut lire également que « *la candidate du FN défend une laïcité stricte* ».

b) Le nationalisme

Nous retrouvons, dans *Le Figaro* en 2011, un extrait du discours de Marine Le Pen « *nous relèverons les valeurs traditionnelles de la République française : les véritables défenseurs de la République c'est nous !* ». Ensuite, en 2014, nous pouvons lire dans *Libération* ce passage « *je suis de ceux qui croient en la France* ». Les deux quotidiens reprennent les extraits dans lesquelles Marine Le Pen veut faire comprendre que seul le FN a pour ambition de défendre l'Hexagone. Le parti compte le faire en rendant à cette dernière toute sa souveraineté. *Le Figaro* remarque en 2015 que la présidente du FN veut « nationaliser ses succès ». Le même journal explique, en 2016, que « Marine Le Pen a souhaité s'ériger en bouclier de la liberté française » et *Libération* montre qu'elle a « une vision du monde condamnant "*l'individu absolu*", détaché de son terreau national ». L'article du *Figaro* de 2017 explique quelques mesures que Marine Le Pen a inscrites dans son programme en rapport avec le nationalisme : « la présidente du Front national veut instaurer le roman national, inscrire la défense du patrimoine dans la Constitution (...) "*redonner à la francophonie ses lettres de noblesse*" ». Nous pouvons donc dire que bien que ce thème ne soit pas central dans les articles de presse, il est tout de même évoqué de façon récurrente et de manière semblable au travers des années.

c) Le souverainisme : l'Union européenne et la mondialisation

Nous allons à présent nous attarder sur des thèmes fortement abordés par Marine Le Pen dans ses discours comme nous l'avons vu dans l'analyse précédente.

L'Union européenne est une thématique qui, progressivement, est de plus en plus traitée par Marine Le Pen et par conséquent, par la presse. En 2013, *Le Figaro* explique les divers thèmes développés par Marine Le Pen. Il cite « le refus de l'Europe de Bruxelles et de l'euro ». L'année suivante, dans le même média, nous pouvons lire des extraits du discours de Marine Le Pen blâmant « "*les règles absurdes*" de l'Union européenne, la monnaie européenne "*construite par l'Allemagne et pour l'Allemagne*" (...) selon elle, "*les responsabilités des eurogagas* » existent et "*le temps de râler dans son coin*" est fini (...) ces européennes sont l'occasion, selon l'eurodéputée, d'envoyer "*le signal le plus clair possible*" ». En 2017, *Libération* explique que « la question européenne n'est même pas loin de voler la vedette à la thématique migratoire », qu'il s'agit de la « tête du programme ». *Le Figaro* va dans le même sens en écrivant que « la question européenne est au cœur du projet de Marine Le Pen. La candidate estime que « "*l'UE est un échec*" (...) si aucun compromis n'est trouvé, la députée européenne veut soumettre un

référendum aux Français *"pour se démettre de ses cauchemars et redevenir libre"* ». *Libération* s'attarde moins sur le sujet que *Le Figaro* mais une analyse intéressante est émise : l'Union européenne devient, avec les années, un thème davantage traité que l'immigration, thématique historique du FN.

Abordons à présent un thème en lien avec l'Union européenne : la mondialisation. Dans un premier article du *Figaro* en 2011, nous retrouvons deux extraits de discours : « elle a aussi longuement fustigé *"la mondialisation"* et *"les puissances de l'argent"* et « *"A l'heure où la crise et la mondialisation font rage, quand tout s'effondre, il y a encore l'Etat"* ». En 2016, *Libération* résume une partie du discours en disant que Marine Le Pen « a fustigé l'universalisme ». Dans l'article de 2017 du *Figaro*, nous retrouvons : « la députée européenne a dressé un parallèle entre la mondialisation et le fondamentalisme islamiste ». Mais aussi cet extrait du discours de la présidente frontiste : « *le mondialisme financier et affairiste se font la courte échelle avec le mondialisme djihadiste qui s'implante sur notre territoire national* ». Nous pouvons voir ici que les quotidiens montrent bien l'opposition de Marine Le Pen envers la mondialisation et qu'elle prône un Etat face à cela.

Le thème que nous retrouvons derrière l'Union européenne et la mondialisation est le souverainisme. Nous l'avons divisé en deux sous-thèmes : économique et politique.

Tout d'abord le souverainisme économique. *Libération* cite les propos de Marine Le Pen en 2011 lorsqu'elle se prononce « *pour la réappropriation du contrôle par l'Etat de certains secteurs stratégiques, comme les banques, insensibles aux injonctions éthiques* ». En 2012, *Le Figaro* met en avant le fait que Marine Le Pen « reprend le thème du protectionnisme » et *Libération* détaille : « la patronne du FN veut mettre en place un double protectionnisme, économique (...) et social en mettant en place la *"priorité nationale"* nouveau nom de la préférence nationale ». Nous pouvons également lire dans l'article du *Figaro* que la présidente du FN « n'a pas hésité à déclarer *"notre pays est en voie de sous-développement, de tiers-mondialisation"* ». L'aspect économique du souverainisme est fort présent dans la presse en 2012. En 2016, *Libération* explique que Marine Le Pen refuse « tout partage de souveraineté contrairement au modèle proposé par l'Union européenne » et qu'elle « s'est également faite la championne d'un *"capitalisme national"*. De plus, l'article pointe que le « protectionnisme économique et la sortie de l'euro » restent d'actualité dans le programme du FN. Cependant, on peut y lire un léger changement dans l'orientation économique. Marine Le Pen prône

toujours un protectionnisme envers l'étranger mais avec un libéralisme économique au sein de la France. C'est toujours dans *Libération* en 2017 que nous retrouvons des éléments concernant le souverainisme économique notamment la volonté de la candidate aux présidentielles d'effectuer « une sortie de l'euro et le retour à une monnaie nationale ». De plus, l'article explique que « c'est en matière économique que les amendements sont les plus nombreux par rapport au programme de 2012 ».

Concernant le souverainisme politique, qui est un thème souvent repris dans la presse tout comme le précédent, on peut lire, de manière assez similaire, dans les articles des deux quotidiens de 2011 que Marine Le Pen accorde une attention particulière à « *l'Etat fort* » ainsi qu'à « *la défense des valeurs républicaines* ». *Libération* note qu'elle a clôturé son discours « par un très présidentiel "*Vive le Front national ! Vive la République française ! Vive la France !*". Du jamais entendu dans un congrès FN, où l'idée de République n'a jamais fait l'unanimité ». En 2013, *Libération* écrit « Marine Le Pen a cherché la démonstration de force (...) elle a appelé à une "*France souveraine et indépendante*" qui "*retrouve ses muscles*" abroge Schengen, donne des emplois en priorité aux Français ou réapprend le respect à l'école ». La même année, *Le Figaro* cite un passage du discours « "*Plus inquiétant encore est notre soumission à des pays qui n'ont avec nous aucun lien historique (...) l'Arabie Saoudite et le Qatar*" elle a jugé que "*ces deux pays alimentent le terrorisme partout (...) Maitresse des USA, la France est devenue catin d'émirs bedonnants*" ». Ensuite, l'article reprend un autre extrait où Marine Le Pen attaque directement François Hollande en affirmant qu'il est soumis à Barack Obama. Ensuite, il écrit dans l'article de 2016 du *Figaro* que l'eurodéputée a regretté que la France ne soit plus une nation « souveraine ». Finalement, en 2017, *Libération* explique un point du programme de Marine Le Pen qui consiste en « l'ouverture d'une négociation avec l'Union européenne visant à récupérer une totale souveraineté "*monétaire, législative, territoriale et économique*" ». Dans le même ordre d'idée, nous pouvons lire dans l'article du *Figaro* « la présidente du FN veut également sortir du commandement intégré de l'OTAN ». Mais aussi que pour elle, les élections de 2017 correspondent à "*un choix de civilisation*" et qu'elle souligne le sentiment de dépossession des Français.

d) Les marqueurs du populisme de droite radicale

L'opposition entre le peuple et les élites correspond à l'un des marqueurs principaux du populisme de droite radicale. Abordons d'abord le thème des élites : les articles de presse ne pointent pas énormément ce sujet. Nous retrouvons en 2015, dans *Libération*, un extrait du discours de Marine Le Pen où elle pourfend diverses élites françaises comme par exemple « *cet auguste représentant du grand patronat (...) un millionnaire en K-way expatrié, un ancien vendeur de petits pois pas très bien conservé* ». Nous ne retrouvons que très peu d'allusions adressées uniquement aux élites dans les articles de presse.

A propos de la thématique du peuple, il y a plus de matière en comparaison avec son opposé que nous venons de voir. En 2012, les deux journaux mettent en avant que Marine Le Pen s'adresse clairement aux classes moyennes, à « *ceux qui descendent* ». *Libération* note que la candidate aux présidentielles arrive déjà en tête des voix chez les classes populaires. Le quotidien reprend ses mots lorsqu'elle dit être là « *pour les oubliés et les invisibles au cœur des campagnes* ». En 2013, *Le Figaro* souligne que Marine Le Pen, à un moment de son discours, « a soudain abandonné son style de leader populiste pour prendre la pose du chef de parti responsable » : sous-entendant par conséquent que le dirigeant populiste ne peut être responsable. Dans l'article correspondant au discours de 2015, nous pouvons lire un extrait du discours dans lequel Marine Le Pen vante le « *peuple de France face à une oligarchie ébranlée* ». En 2016, les deux articles reprennent le slogan de campagne de la candidate frontiste « *Au nom du peuple !* » et *Libération* ajoute « *contre l'individu absolu* ». Dans le *Figaro*, en 2017, nous pouvons de nouveau lire « elle pourfend les élites, vantant le peuple qui seul "*peut conduire le pays à la lumière*" ». L'article reprend également sa phrase « *j'ai marqué ma candidature du sceau du peuple* » exprimant une fois de plus la volonté de la candidate frontiste de se placer comme proche du peuple. L'article relève aussi : « *je suis la candidate de la France du peuple* ». Tout comme en 2012, *Libération* indique, en 2017, que Marine Le Pen cherche à séduire et à rassurer la classe moyenne. Nous voyons clairement que la presse, et surtout *Le Figaro*, pointe le fait que Marine Le Pen s'allie au peuple et non aux élites.

Le thème de la démocratie, plus précisément de l'exaltation des valeurs démocratiques, n'est pas souvent relevé dans la presse. En effet, nous n'avons pas retrouvé d'éléments à ce propos dans les articles de *Libération*. Pour *Le Figaro*, en 2011, l'article a repris la phrase de Marine

Le Pen « *la démocratie ne nous fait pas peur* ». En 2017, le même journal parle d'une Marine Le Pen « prônant la démocratie » et qui « veut garantir aux citoyens un contrôle sur son action ».

Revenons à présent sur l'un des thèmes que la presse traite le plus : le système partisan UMP (LR) – PS. En 2012, *Le Figaro* met en avant que Marine Le Pen s'adresse à ses adversaires en disant qu'elle attend « *des réponses de leur part et pas seulement des incantations* ». En 2013, pour *Libération*, « Marine Le Pen apparaît aux yeux de son électorat comme une véritable alternative, et plus seulement comme le refuge d'un vote protestataire ». Le journal poursuit sur sa lancée en expliquant que « l'une des obsessions [du FN] est de devenir fréquentable, institutionnalisé ». Dans cet article mais également dans celui du *Figaro* de la même année, nous pouvons voir plusieurs extraits de discours de Marine Le Pen : « *on parle de nous sans relâche !* » ; « *nous sommes au centre de leur attention* » en « renvoyant UMP et PS dos à dos ». De plus, *Le Figaro* titre : « Marine Le Pen se pose en alternative ». En 2014, les deux quotidiens reprennent les mots que la présidente du FN emploie pour qualifier « l'UMPS » à savoir qu'ils sont « *franco-sceptiques* ». Ils relatent également les extraits de discours où la leader frontiste accuse l'UMP et le PS de « *surfer* » sur la peur et d'employer « *la démagogie* » envers les Français. En 2015, *Libération* titre « pour Marine Le Pen, *"le plafond de verre a largement cédé"* ». L'article se poursuit en détaillant le fait qu'elle a « promis une alternance "*apaisée*" tout en chargeant avec virulence un "*système*" multifaces » mais aussi que « Marine Le Pen a consacré l'essentiel de son discours aux nombreux avatars "*d'un système*" résolu selon elle, à empêcher toute victoire frontiste ». *Le Figaro* insiste en expliquant que le Front national est « le seul parti à donner une telle dimension nationale au scrutin régional » et enchaîne sur le fait que la présidente du parti « a aussi évoqué un Parti socialiste "*rayé de la carte*" en proie au "*chaos*" et une droite "*aspirée*" ». En 2016, *Libération* note : « la candidate frontiste a voulu marquer sa différence avec ses adversaires de droite et de gauche ». *Le Figaro*, lui, qualifie ces Universités d'été à Fréjus comme étant « une démonstration de force à la gloire de la candidate du Front national » et ayant pour objectif de « montrer un parti en ordre de marche à la veille de la présidentielle et une candidate émancipée des contingences partisans, soucieuse de s'adresser au plus grand nombre (...) faire passer l'idée qu'elle était prête à gouverner et qu'elle était entourée ». En 2017, nous ne retrouvons pas d'éléments en rapport avec ce thème dans la presse mais rappelons que ce dernier discours était focalisé sur d'autres « ennemis » - le mondialisme et le fondamentalisme islamique – ainsi que sur la présentation du programme de la candidate aux élections présidentielles.

e) Thèmes « absents »

Le chômage n'est clairement pas le thème que les articles de presse relèvent le plus hormis en 2014, lorsque l'article du *Figaro* explique que Marine Le Pen développe ses thèmes habituels dont « *le chômage de masse* ».

Lorsque nous avons dégagé les sujets avant notre analyse, nous avons sélectionné la défense du droit des femmes. Après n'avoir relevé que très peu d'éléments à ce sujet dans les discours de Marine Le Pen, nous n'en avons aucun dans les articles de presse que nous avons choisis.

Pour finir, de manière cohérente, évoquons que les thématiques que nous avons regroupés sous le dénominateur « *morality issues* » ne sont jamais évoqués dans les articles de presse tout comme nous l'avons relevé dans l'analyse des discours.

3. Conclusion

Pour conclure ce chapitre d'analyse, nous allons confronter nos deux types de sources dans le but de savoir si les thèmes mis en avant sont identiques.

Nous avons pu voir que les questions économiques ont pris de plus en plus de place au fil des ans, autant dans les discours de Marine Le Pen que dans les articles de presse. *Libération* mettait en avant en 2012, le fait que Marine Le Pen était plus crédible que son père à ce niveau et cela dans le but d'obtenir les votes des classes moyennes. Le quotidien notait aussi en 2017, en référence au discours présentant le programme frontiste pour les présidentielles que c'est « en matière économique que les amendements sont les plus nombreux par rapport au programme de 2012 ». C'est là une volonté du parti de se « crédibiliser » face à ses adversaires politiques. Ces derniers ont toujours critiqué l'aspect économique du programme comme le note *Libération* en 2016. Le chômage tout en étant présent dans chacun des discours n'y occupe pas une place essentielle et c'est sans doute pour cela que la présence du thème est très faible dans la presse. De plus, comme le note *Le Figaro* en 2016, lors du discours lançant la campagne de Marine Le Pen, auprès des militants du FN « les débats sur l'économie passionnent moins que ceux sur l'immigration ».

La question de l'immigration est traitée tous les ans par la présidente frontiste. La presse, bien que s'en saisissant dans presque chaque article, n'y accorde pas une importance majeure. D'ailleurs selon *Libération* en 2017, l'immigration « ne représente plus qu'une thématique

parmi d'autres ». L'Islam et le fondamentalisme islamique sont repris dans *Le Figaro* à chaque fois que Marine Le Pen l'évoque dans ses discours. Cependant nous n'avons pas retrouvé ce thème dans *Libération*. Notons que le vocabulaire employé par Marine Le Pen envers l'Islam évolue de la même manière dans les discours et dans les articles de presse. Quant au racisme, sous l'angle anti-français, il n'est que très rarement repris dans la presse. La laïcité, thème évoqué clairement par Marine Le Pen dans ses discours, en 2011 et 2017, est repris presque mot à mot dans *Le Figaro*. Cependant, nous n'avons pas retrouvé d'élément à ce propos dans *Libération*.

Le nationalisme que défend Marine Le Pen est relativement souvent traité par *Le Figaro* plus que par *Libération*. Pour la démocratie, nous avons observé que Marine Le Pen la prône régulièrement dans ses discours, en souhaitant instaurer une démocratie participative avec de plus grands moyens de contrôle accordés aux citoyens. Nous retrouvons deux fois ces idées dans *Le Figaro*, en 2011 et 2017, mais jamais dans *Libération*. Comme nous l'avions vu dans l'analyse, le discours de la cheffe frontiste n'a pas changé à ce niveau et il en est de même dans l'interprétation qu'en fait *Le Figaro*.

L'Union européenne est une thématique que Marine Le Pen aborde tous les ans, voire même de plus en plus à partir de 2014, année de son discours de campagne dans le cadre des élections européennes. Au niveau de la presse, le sujet prend de plus en plus de place. Notamment à partir de 2014 dans *Le Figaro* mais aussi en 2017, où les deux journaux marquent l'importance grandissante du sujet dans le programme du FN. Pour la mondialisation, l'analyse est semblable à celle faite pour l'Union européenne. La présidente du FN traite le sujet tous les ans depuis 2011 mais s'il est davantage souligné dans *Le Figaro en 2017*, en effet, il est moins présent dans *Libération*.

Dans le même ordre d'idée que pour l'Union européenne et le mondialisme, le souverainisme, qu'il soit économique ou politique, se retrouve tous les ans dans les discours. Il est aussi systématiquement repris dans les deux quotidiens. Ces derniers reprennent souvent le propos principal des discours à savoir la volonté de Marine Le Pen de défendre un « Etat fort » en mettant en place un protectionnisme à la fois économique et social. Nous retrouvons cette même idée de 2011 à 2017.

Concernant l'opposition entre le peuple et les élites, ce sujet, nous l'avons vu, revient également de manière régulière dans les discours. Dans la presse, nous pouvons voir qu'elle se concentre

sur le fait que Marine Le Pen se définit comme proche du peuple et voulant le représenter, et non pas sur les accusations qu'elle émet envers ceux qu'elle considère comme étant les élites.

L'élite évoqué Marine Le Pen, dans presque chacun de ses discours, correspond majoritairement à ses adversaires politiques. Il s'agit là d'un des thèmes que la presse reprend le plus. Surtout en 2014 et 2015, lors des discours pour les campagnes européennes et régionales, les allusions à ses opposants sont les plus grandes. *Le Figaro* et *Libération* les relatent en majorité. Par contre, en 2017, hormis redéfinir le clivage classique « gauche-droite » par « patriotes-mondialistes », Marine Le Pen n'évoque presque pas « l'UMPS » et par conséquent, la presse non plus.

De manière générale, nous pouvons dire à la fin de cette confrontation que lorsque la presse revient sur les discours de Marine Le Pen c'est en employant des extraits de discours. Il est donc cohérent de voir des évolutions, ou des absences similaires. L'intérêt d'avoir analysé des articles en plus des discours était de vérifier si les unités de sens présentes dans les discours étaient reprises de manière semblable par les quotidiens. Nous constatons que c'est majoritairement le cas.

CHAPITRE 4 : ARTICULATION ENTRE LA PARTIE CONCEPTUELLE ET LES RESULTATS DE L'ANALYSE

1. Liens entre les thèmes

Nous allons à présent relever les liens entre les thèmes qui sont traités par Marine Le Pen.

Tout d'abord, l'immigration dépeinte, dans les discours de Marine Le Pen, comme une menace pour la France sur plusieurs aspects. Elle est jugée responsable du dumping social en Europe et par conséquent du chômage des « Français ». Ce dumping social étant compris comme une conséquence de la mondialisation et des politiques de l'Union européenne. Lesquelles sont également jugées responsables de la désindustrialisation de la France et des délocalisations d'entreprises. Le dernier lien que nous pouvons établir avec le chômage au travers des discours de Marine Le Pen est le fait qu'elle accuse les politiciens de s'occuper davantage de l'accueil des immigrés que des chômeurs français. En plus du chômage, l'immigration est considérée comme « asphyxiant » les classes populaires en ne privilégiant pas « la priorité nationale » notamment dans l'aide au logement. Le racisme anti-français est désigné comme étant une conséquence de l'immigration. Et celle-ci est pour Marine Le Pen le résultat des politiques menées par l'Union européenne acceptées par les partis de la droite et de la gauche française. Le nationalisme, « l'héritage français », est aussi un thème que Marine Le Pen juge en danger face à l'immigration et le fait que les frontières françaises soient ouvertes via l'espace Schengen.

L'Islam est encore un thème que Marine Le Pen met en lien avec l'immigration comme il est d'ailleurs commun de faire depuis de nombreuses années au FN. Dans le discours frontiste, l'Islam est accusé d'aller à l'encontre de la défense du droit des femmes. De plus, Marine Le Pen fait souvent allusion à l'héritage chrétien de la France et aux valeurs républicaines comme étant incompatible avec la religion islamique. Cette dernière est également jugée par la patronne du FN, comme une menace pour la laïcité du pays. Le peuple est un thème qu'elle lie à la démocratie. En effet, quand elle se place en représentante du peuple, elle prône un changement du système démocratique actuel vers une démocratie directe empreinte de référendum d'initiative populaire.

Ensuite, nous pouvons dire que dans le discours de la patronne du FN l'Union européenne est responsable de tous les maux. Elle représente les élites qui agissent à l'encontre du peuple ; ces

élites européennes ont reçu tout le soutien des élites françaises à savoir dans le cas présent l'UMP (LR) et le PS. L'Union européenne est responsable de « l'immigration massive » facilitée par l'espace Schengen. Marine Le Pen accuse l'Union européenne de vouloir imposer « ses migrants » à la France. Elle va plus loin dans l'argumentation en déclarant que cette ouverture à l'immigration facilite l'enracinement en France de groupes communautaires et par conséquent nuit à la sécurité du pays. Elle poursuit au niveau de la sécurité en déclarant que des frontières ouvertes permettent également à des réseaux criminels et à des trafics de se mettre en place dans l'Hexagone. La présidente frontiste accuse aussi l'Union européenne de priver la France de sa souveraineté budgétaire, monétaire et financière.

Les liens établis avec la mondialisation vont dans le même sens. Cette dernière est désignée comme une horreur économique allant à l'encontre des intérêts de la France mais aussi comme un vecteur favorisant le fondamentalisme islamique. Ensuite, Marine Le Pen voit à travers cette mondialisation une suprématie exercée par les Etats-Unis et qui prive la France de sa souveraineté. Elle affirme également que l'OTAN, sous la direction des USA, prive la France de son souverainisme militaire. En termes de soumission étrangère, la présidente frontiste évoque aussi l'Arabie saoudite et le Qatar, pays « source du djihadisme », employant l'argent pour entretenir des liens avec l'Hexagone.

L'analyse des discours nous a montré que la présidente frontiste a pour habitude d'associer le nationalisme avec le souverainisme, et de les mettre en opposition avec l'Union européenne et le mondialisme. Il s'agit là du nouveau clivage qu'elle met en place « patriotes contre mondialistes ».

Pour conclure ce point, le discours de Marine Le Pen de manière générale, comme nous venons de l'analyser, n'a pas fondamentalement changé en 6 ans. Cependant, il faut noter que les discours sélectionnés sont des discours qui ont été prononcés lors de campagnes présidentielles, européennes, régionales ou encore lors de l'accession de Marine Le Pen à la présidence du parti. Ce ne sont pas des discours qui ont fait suite à des événements spécifiques comme les attentats de novembre 2015 par exemple. Ce sont des discours ayant pour objectif de présenter le programme politique du Front national et non pas des réactions à l'actualité immédiate.

Dans son article relatant le discours de 2016, *Libération* fait remarquer que les nouveautés du programme FN pour la présidentielle à venir sont rares. Cette remarque va dans le même sens que notre analyse à savoir que le discours de Marine Le Pen n'a pas fondamentalement évolué

entre 2011 et 2017. En 2017, suite à la présentation du programme politique à Lyon, *Libération* faisait remarquer une nouvelle fois, sans étonnement, le projet était « très stable » par rapport à 2012.

2. Confrontation entre le cadre conceptuel et les résultats de l'analyse

Nous allons à présent établir des liens entre le cadre conceptuel que nous avons développé au chapitre 1 et l'analyse que nous venons d'effectuer dans le but de vérifier notre hypothèse à savoir que le discours de Marine Le Pen, entre 2011 et 2017, évolue d'un discours d'extrême droite à un discours populiste de droite radicale.

Dans un premier temps, revenons sur la notion de populisme afin de relever les liens qu'il est possible de faire avec les discours de Marine Le Pen.

Tout d'abord, rappelons que nous avons retenu la définition de Taguieff (2007) à propos du populisme qu'il qualifie comme étant « un style politique fondé sur l'appel au peuple ainsi que sur le culte et la défense du peuple, compatible en principe avec toutes les idéologies politiques ». Les discours de Marine Le Pen correspondent à cette définition. En effet, nombreux sont les exemples, à travers les années, où elle appelle directement le peuple et déclare vouloir le défendre : « Nous, nous sommes le peuple » en 2011, « mon peuple » en 2013, « candidate du peuple » en 2016 et finalement son slogan de campagne pour 2017 « au nom du peuple ». Ensuite, une des caractéristiques du populisme est le fait de vouloir mettre en place un changement au niveau du système politique existant. Au niveau des discours de la patronne du FN, nous pouvons l'observer notamment en 2012, lorsqu'elle déclare incarner « l'espérance d'un vrai changement ». Mais aussi en 2015 lorsqu'elle appelle au vote afin d'instaurer une nouvelle fois « un vrai changement politique ». Elle se considère, en 2013 et 2015 comme étant « une alternative », un renouveau pour reprendre le terme de Taguieff.

Ensuite, nous avons vu que pour Jérôme Jamin et Régis Dandoy le discours populiste est caractérisé comme étant simplificateur à l'extrême à propos des enjeux qu'il traite. Comme nous l'avons vu précédemment, les problèmes que la patronne du FN identifie seraient finalement tous dû aux politiques dictées par l'Union européenne et ses élites : l'immigration, le chômage, l'insécurité etc. Le discours de Marine Le Pen ne s'adresse pas à une catégorie unique de la population mais au peuple tout entier issu autant de la classe populaire que de la

classe moyenne et c'est également l'une des caractéristiques du populisme que met en avant Dandoy. Nous avons pu voir à plusieurs reprises sa recherche d'un nouvel électorat.

Dans le premier chapitre, cinq marqueurs du populisme ont été identifiés comme faisant consensus dans la littérature scientifique. Il s'agit maintenant de les décliner un à un afin d'observer si les discours de Marine Le Pen y correspondent.

Le premier marqueur dans la littérature scientifique à propos du populisme est que nous retrouvons une opposition fortement marquée entre d'un côté le peuple et de l'autre les élites. Nous pouvons clairement illustrer cela avec le discours de 2013 lorsque Marine Le Pen incrimine les élites de tous les maux : « Ce n'est pas le peuple français qui est faible, ce sont nos élites qui l'affaiblissent. Ce n'est pas le peuple français qui désespère, ce sont nos élites qui nous désespèrent. Le peuple français n'a pas peur, ce sont nos élites qui nous font peur. Ce n'est pas le peuple français qui manque de courage, ce sont nos élites qui le découragent ».

Le second marqueur du populisme correspond au souverainisme politique et économique c'est-à-dire au fait que les partis populistes s'opposent durement à la mondialisation et à la construction européenne. Il s'agit de l'un des thèmes qui apparaît le plus dans notre analyse de discours. En effet, Marine Le Pen prône sans cesse sa volonté de rendre à la France sa pleine souveraineté dans tous les domaines : financier, monétaire, politique et militaire. L'Union européenne et la mondialisation, comme nous l'avons vu dans l'analyse, sont responsables, pour la cheffe du FN, d'absolument tous les problèmes qui touchent aujourd'hui la France : le chômage, l'immigration, l'insécurité, l'implantation de l'islamisme, du terrorisme, de la criminalité, les problèmes de croissance économique, le racisme anti-français etc.

Un troisième marqueur du populisme que nous avons identifié est l'identité négative. Il s'agit d'être avant tout contre quelque chose, on caractérise un groupe par ce qui est son contraire ou en dehors de celui-ci. Dans les discours de Marine Le Pen, cet élément est encore présent. Le groupe dont elle dit être la représentante est composé exclusivement des citoyens ayant la nationalité française qu'elle place en opposition à la fois contre les élites dirigeantes, qui agissent à l'encontre du peuple, mais aussi contre les étrangers, les immigrés, qui reçoivent des aides notamment en matière de logement et de protections sociales au détriment des Français. Nous retrouvons également une exacerbation de l'identité nationale. Marine Le Pen accorde, dans chacun de ses discours, une place relativement importante à la défense du nationalisme français.

Les partis populistes sont également marqués par une exaltation des valeurs démocratiques. Ils sont à la recherche d'une autre démocratie que celle qui est actuellement en place, ils prônent une démocratie directe ou participative. On retrouve de nouveau cette volonté dans le discours de Marine Le Pen. En 2011, elle déclarait ne pas avoir peur de la démocratie. Ensuite à plusieurs reprises, elle promet la mise en place de référendums que ça soit sur l'euro, la sortie de l'Union européenne ou la possibilité de lancer des référendums d'initiative populaire. Il s'agit d'ailleurs des premiers engagements que la patronne du FN prend dans son programme pour les élections de 2017.

Finalement, le dernier élément reflétant un parti populiste est la présence d'un leader charismatique. Ce dernier se place en sauveur car il dit voir la situation avec clairvoyance et être à même de lutter contre les élites. Cette donnée n'est pas facilement identifiable via nos discours. Cependant, nous avons sélectionné les affiches de campagnes présidentielles de Marine Le Pen³ et nous pouvons voir que dans aucune des deux le nom du Front national. Il est donc évident qu'elle représente à elle-seule le parti, que son visage suffit à identifier le FN. Notons une évolution dans les affiches, alors qu'en 2012, il était inscrit « Marine Le Pen », en 2017 nous lisons uniquement « Marine ». Nous pouvons interpréter cela comme étant une volonté de se détacher de son père, Jean-Marie Le Pen. En effet, ce patronyme est fortement connoté comme représentant l'extrême droite à laquelle Marine Le Pen dit ne pas appartenir. Igounet identifiait également le fait que le logo et le patronyme n'étaient plus nécessaires sur les affiches électorales compte tenu du fait qu'autant pour la fille que pour le père, leur simple visage suffit à les identifier comme les leaders du parti.

Notre hypothèse est que le discours de Marine Le Pen a évolué d'un discours d'extrême droite à un discours populiste de droite radicale. Nous venons de confirmer que le discours de la présidente du FN est populiste via les éléments que nous avons établis dans notre cadre conceptuel. A présent, nous devons voir en quoi le discours de Marine Le Pen représente la droite radicale et non plus l'extrême droite.

Le Front national sous la direction de Marine Le Pen s'inscrit dans ce que Widfeldt qualifie comme étant la quatrième phase d'évolution des partis populistes de droite radicale. Cette phase correspond à la légitimation de ces partis et elle est caractérisée par un programme économique correspondant à un « welfare chauvinism » et non plus strictement à une économie de droite.

³ Voir annexe 3

L'extrême droite était caractérisée par une critique de l'immigration, le populisme de droite radicale a précisé cette idée contre l'Islam et se positionne contre l'Union européenne. Les discours que nous avons analysés reflètent parfaitement ce rejet, comme nous l'avons déjà évoqué, envers cette Union européenne et « l'islamisation » de la France. Mudde et Widfeldt se rejoignent sur le fait que les partis populistes de droite radicale accordent une attention particulière à la démocratie, ce qui est également présent dans le discours de Marine Le Pen comme nous l'avons vu à plusieurs reprises. Ces partis ont une vision sombre de l'avenir : Marine Le Pen dépeint, au fil de ses discours, un avenir contenant guerres civiles, dislocation de l'identité française et appauvrissement des citoyens français entre autres.

Pour Camus, ces partis populistes de droite radicale sont, économiquement parlant, « nationaux-libéraux ». En effet, nous le voyons régulièrement dans le discours de Marine Le Pen, l'économie doit être au service des Français. C'est d'ailleurs pour cela, qu'en 2011, elle prône « un protectionnisme social et territorial » et continue dans le même ordre d'idées en 2017 : « le protectionnisme intelligent et le patriotisme économique ». Certes les adjectifs ont changé mais l'idée reste la même à savoir la volonté d'un contrôle fort aux frontières et d'une économie libérale uniquement à l'intérieur du pays.

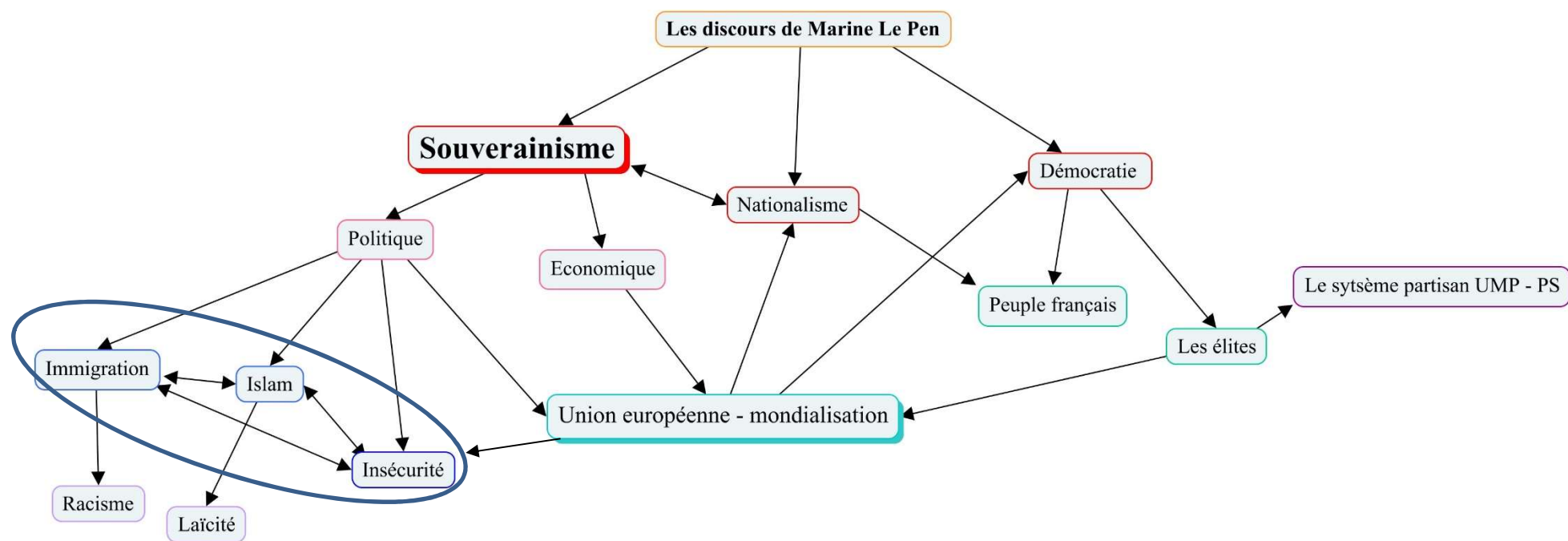
3. Conclusion

Pour conclure ce dernier chapitre, nous avons décidé de faire une mise à jour de l'arbre thématique. Nous avons réalisé le premier en amont de ce travail. Suite à l'analyse de nos deux types de sources et aux liens que nous avons relevés entre les différents thèmes, nous avons mis à jour notre arbre thématique (Cf. Tableau 3).

La première chose qu'il est possible d'observer c'est la disparition de certains thèmes : la défense du droit des femmes et des « *morality issues* ». Ces sujets sont les grands absents des discours de Marine Le Pen ainsi que des médias sélectionnés.

Le souverainisme est apparu comme étant l'axe principal des discours de la patronne du FN. Il s'agit du thème le plus récurrent. Dans la suite de cela, nous avons identifié un autre thème qui englobe de nombreux : l'Union européenne. Quand Marine Le Pen dénonce cette dernière, c'est pour critiquer ses élites, lui reprocher d'attaquer la nation et d'introduire l'immigration, l'insécurité, l'islamisme ou encore le chômage en France.

TABLEAU 3 – MISE À JOUR DE L'ARBRE THÉMATIQUE



CONCLUSION

Il est temps d'effectuer la conclusion de ce mémoire. Rappelons la question de recherche qui nous a guidé : « Comment le discours de Marine Le Pen évolue-t-il entre janvier 2011 et février 2017 ? ». A la suite de cela, nous avons établi comme hypothèse que le discours de Marine Le Pen a évolué d'un discours d'extrême droite vers un discours populiste de droite radicale.

La première étape a été la constitution d'un cadre conceptuel autour du populisme et de la différence entre l'extrême droite et la droite radicale. La seconde étape a été la réalisation d'une revue de littérature sur les discours du Front national. Grâce à celle-ci, nous avons pu soulever les principaux thèmes traités par le parti au fil de son histoire. La troisième étape était celle de notre analyse qualitative. Notre choix s'est porté vers une analyse thématique. Nous avons sélectionné sept discours émanant de Marine Le Pen entre 2011 et 2017 ainsi que quatorze articles de presse relatant ces discours. C'est d'ailleurs en cela que ce mémoire est original. Tout d'abord en la sélection de discours récents de Marine Le Pen mais aussi dans le choix d'articles de presse venant de deux journaux, *Libération* et *Le Figaro*. Suite à l'analyse de ces deux types de médias, nous avons procédé à la quatrième et dernière étape de cette recherche. Nous avons relevé les liens que Marine Le Pen fait entre les différents thèmes qu'elle développe. Mais aussi une confrontation entre le cadre conceptuel et les résultats de notre analyse dans le but de répondre à notre question de recherche.

A présent, tentons d'y répondre. Nous avons vu dans notre dernier chapitre que le discours de Marine Le Pen possède toutes les caractéristiques du populisme de droite radicale : l'opposition entre le peuple et les élites, l'exaltation des valeurs démocratiques, l'identité négative, la présence d'un leader charismatique et un souverainisme économique et politique.

Concernant l'évolution du discours entre 2011 et 2017, un élément qui ressort tant des discours que des articles et presse est la volonté du parti de se crédibiliser économiquement. Tout le programme économique du FN se base sur un élément : la priorité nationale. Marine Le Pen développe un projet économique centré sur la France et ses citoyens en rejetant l'étranger. L'attachement que le parti porte à l'élaboration d'un programme crédible marque l'une des évolutions majeures de celui-ci. Les articles de presse que nous avons analysés insistent à plusieurs reprises sur l'idée qu'il y a une réelle volonté de Marine Le Pen d'accéder au pouvoir. Le parti se montre sûr de lui, soudé et optimiste. Il ne se trouve plus dans la phase de protestation

sous laquelle il est né. C'est en cela notamment que le FN de Marine Le Pen n'est pas d'extrême droite : il intègre parfaitement la démocratie.

A l'époque de la présidence de Jean-Marie Le Pen, la thématique de l'immigration était la raison d'être du Front national. Pour Marine Le Pen, ce sujet n'est plus central. Il se fond parmi les autres. Une des explications peut être trouvée dans le fait que le débat français autour de ce sujet s'est aujourd'hui radicalisé de toute part. Ce qui transparaît à présent le plus au travers des discours de Marine Le Pen, c'est l'axe souverainiste. La présidente du FN articule majoritairement cela autour d'un rejet de l'Union européenne. Elle prône sans cesse, depuis 2011, la réappropriation par la France de la totalité de ses compétences souveraines : monétaire, budgétaire, politique et militaire.

Notre analyse ne nous montre pas d'évolution significative dans le discours de Marine Le Pen. Pour appuyer cela, notons que le projet présidentiel de 2017 n'a que très peu changé depuis celui de 2012 particulièrement en termes d'immigration et de sécurité. La différence la plus remarquable se situe dans la crédibilisation de plus en plus fort du projet économique comme nous l'avons vu. Il faut cependant prendre en compte le fait que notre période de recherche s'étale sur six ans ce qui, ne peut être comparable aux 40 années de présidence et d'évolution de son père.

Finalement, le discours de Marine Le Pen correspond à du populisme de droite radicale. Cependant, la caractéristique de base du discours partisan est le souverainisme. Dès lors, nous pouvons nous demander si l'appellation de parti souverainiste ne conviendrait pas mieux au Front national sous la présidence de Marine Le Pen.

BIBLIOGRAPHIE

Articles scientifiques

- ALBERTAZZI D., MUELLER S. (2013), Populism and liberal democracy: populists in Government in Austria, Italy, Poland and Switzerland. *Government and Opposition*, 48:3, pp 343-371.
- BIARD B., (2015), Néo-populisme en démocratie : le cas du Front national de Marine Le Pen, *ISPOLE Working Paper*, n° 8, Louvain-La-Neuve : Institut de Sciences Politiques Louvain-Europe, UCL.
- CAMUS J-Y., (2014), Le Front National (FN), une droite radicale française ?, FES, Paris. En ligne : <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/10669.pdf>
- DORNA A., (2005), Quand la démocratie s'assoit sur des volcans : l'émergence des populismes charismatiques, *Amnis* (revue de civilisation contemporaine de l'Université de Bretagne Occidentale), n°5. En ligne : <https://amnis.revues.org/969>
- DORNA A. (2007), Du populisme et du charisme, *Le Journal des psychologues* n° 247, pp. 29-34.
- MAYER N. (2005), Votes populaires, votes populistes. *Hermès*, 42, pp. 161-166.
- MONZAT R. (2011), La montée des mouvements de droite radicale et des populistes xénophobes en Europe, pp. 147-152. En ligne : http://www.espaces-marx.net/IMG/pdf/T_N9_Monzat.pdf
- MUDDE C. (2010), The populist radical right : a pathological normalcy. *West European Politics*, 33 : 6, pp 1167-1186.
- SECONDY P. (2004) Hans-Georg Betz : La droite populiste en Europe. Extrême et démocrate ? *Pôle Sud*, n°21, pp.132-134.
- TAGUIEFF P-A. (1997), Le populisme et la science politique. Du mirage conceptuel aux vrais problèmes, *Vingtième Siècle Revue d'histoire*, n°56, pp. 4-33.
- TAGUIEFF P-A. (1998), Populismes et antipopulismes : le choc des argumentations, *Mots. Les langages du politique*, n°55, pp. 5-26.
- WIDFELDT A. (2010), A fourth phase of the extreme right ? Nordic immigration-critical parties in a comparative context. *Nordeuropa forum*, 1-2, pp 7-31.
- ZOUNGRANA. (1997), D'un populisme, l'autre..., *Revue des Sciences Sociales de la France de l'Est*, n°24, pp. 55-62.

Ouvrages

- ALDUY C., WAHNICH S. (2015), *Marine Le Pen prise aux mots*, Paris, Seuil.
- BACKES U. (2001) L'extrême droite: les multiples facettes d'une catégorie d'analyse. In P. Perrineau (eds), *Les Croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*. Paris, Editions de l'aube. p. 3-29.
- BIARD B. (2016) Le Front national et les élections européennes de 2014. In : J. JAMIN (eds) *L'extrême droite en Europe*. Bruxelles, Bruylant. p. 413-431.
- CAMUS J-Y. (2016) Droites extrêmes, droites radicales en Europe : continuités et mutations. In : J. JAMIN (eds) *L'extrême droite en Europe*. Bruxelles, Bruylant. p.11-16.
- CANOVAN M. (1981), *Populism*. New-York et Londres, Harcourt Brace Jovanovich.
- CREPON S. (2015) La politique des mœurs au Front national. In : S. CREPON *et al.* (eds) *Les faux semblants du Front national : sociologie d'un parti politique*. Paris, Presses de Sciences Po. p. 185-205.
- DEBRAS F. (2016) L'extrême droite et la démocratie : entre opposition et récupération. In : J. JAMIN (eds) *L'extrême droite en Europe*. Bruxelles, Bruylant. p. 543-567.
- DELWIT P. (dir.) (2012), *Le Front National : mutations de l'extrême droite française*. Bruxelles, ULB.
- GODIN Ch. (2012), Démocratie et populisme. In ZARKA Y-Ch., *Démocratie, état critique*. Paris, Armand Colin.
- IGOUNET V. (2016), *Les français d'abord*, Paris, Inculte - Dernière marge.
- IVALDI G. (2015) Du néolibéralisme au social-populisme ? La transformation du programme économique du Front national (1986-2012). In : S. CREPON *et al.* (eds) *Les faux semblants du Front national : sociologie d'un parti politique*. Paris, Presses de Sciences Po. p. 163-183.
- JAMIN J. (2009), *L'imaginaire du complot : discours d'extrême droite en France et aux États-Unis*. Amsterdam, Amsterdam University Press.
- KAUFFMANN G. (2016), *Le nouveau FN, les vieux habits du populisme*, Seuil, Paris.
- LECOEUR E. (2003) *Un néo-populisme à la française. Trente ans de Front national*, Paris, La Découverte.
- MUDDE C. (2007), *Populist radical right parties in Europe*. Cambridge, Cambridge University Press.

- PAILLE P. et MUCCHIELLI A. (2012), *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, 3^e édition. Paris, Armand Colin.
- SCHIFFINO N. and BIARD B. (2016) L'influence des partis populistes sur les politiques publiques : quel bilan en science politique ? In : J. JAMIN (eds) *L'extrême droite en Europe*. Bruxelles, Bruylant. p. 519-541.
- TAGUIEFF P.-A. (2002), *L'illusion populiste*. Paris, Berg International.
- TAGUIEFF P.-A. (2012), *Le nouveau national-populisme*. Paris, CNRS.
- TAGUIEFF P.-A. (2007), *L'illusion populiste*. Paris, Flammarion.
- WINOCK M. (1990), *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*. Paris, Seuil.

Articles de presse en ligne

- ANONYME, (2011), « Marine Le Pen : les camps nazis, 'pas un détail de l'histoire' », Libération, le 3 février 2011 http://www.liberation.fr/societe/2011/02/03/marine-le-pen-les-camps-nazis-pas-un-detail-de-l-histoire_712267
- DELARUE C., (2013), « Populisme de droite et de gauche : une distinction obsolète ? », Mediapart, le 13 mars 2013 <https://blogs.mediapart.fr/christian-delarue/blog/130313/populisme-de-droite-et-de-gauche-une-distinction-obsolete>
- DORNA A., (2003), « Faut-il avoir peur du populisme ? », Le Monde diplomatique, Paris, pp.8-9, Novembre 2003 <http://www.monde-diplomatique.fr/2003/11/DORNA/10680>
- GALIERO, (2014), « Européennes 2014 : Marine Le Pen triomphe et réclame une dissolution », Le Figaro, le 26 mai 2014 <http://www.lefigaro.fr/elections/europeennes-2014/2014/05/26/01053-20140526ARTFIG00021-europeennes-2014-marine-le-pen-triomphe-et-reclame-une-dissolution.php>
- GROSS, (2016), « Marine Le Pen change de slogan : 'une ligne populiste assumée' », L'OBS, le 19 septembre 2016 <http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/election-presidentielle-2017/20160919.OBS8333/marine-le-pen-change-de-slogan-une-ligne-populiste-assume.html>
- GUERRIER, MONCLA, (2016), « De Jean-Marie à Marine Le Pen : 30 ans de progression du vote FN », France Culture, le 16 décembre 2016 <https://www.franceculture.fr/politique/la-progression-du-vote-front-national-en-france-depuis-sa-creation>

- PARANAGUA, (2017), « Imposture populiste au Venezuela », Le Monde, le 8 mai 2017 http://www.lemonde.fr/idees/article/2017/05/08/imposture-populiste-au-venezuela_5124420_3232.html
- PERRAULT, (2012), « Scission d'un parti : le précédent du FN », Le Figaro, le 23 novembre 2012 <http://www.lefigaro.fr/politique/2012/11/23/01002-20121123ARTFIG00612-scission-d-un-parti-le-precedent-du-fn.php>
- RENOU, (2013), « Même si le terme « national-populisme » est aussi utilisé de manière péjorative, j'en accepte l'expression », l'Hémicycle, le 15 octobre 2013 <http://www.lhemicycle.com/3675-meme-si-le-terme-national-populisme-est-aussi-utilise-de-maniere-pejorative-jen-accepte-l-expression/>
- SCHNEIDER, (2017), « Macron-Le Pen, ou l'impossible débat avec l'extrême droite », Le Monde, le 4 mai 2017 http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2017/article/2017/05/04/macron-le-pen-un-debat-impossible_5121883_4854003.html

Programme politique

- LE PEN (2017), 144 engagements présidentiels, En ligne : <https://www.marine2017.fr/wp-content/uploads/2017/02/projet-presidentiel-marine-le-pen.pdf>

Sources pour l'analyse

Les discours

- LE PEN M. Discours lors du Congrès de Tours du Front national, à Tours, le 16 janvier 2011.
- LE PEN M. Discours à l'occasion de la galette présidentielle, à Saint-Denis, le 9 janvier 2012.
- LE PEN M. Discours lors de l'Université d'été (UDT) du Front national, à Marseille, le 15 septembre 2013.
- LE PEN M. Discours de Marine Le Pen lors de la campagne des élections européennes, à Paris, le 18 mai 2014.
- LE PEN M. Discours de Marine Le Pen lors de la campagne des élections régionales, à Paris, le 10 décembre 2015.

- LE PEN M. Discours de Marine Le Pen aux Estivales du Front national, à Fréjus, le 18 septembre 2016.
- LE PEN M. Discours de Marine Le Pen lors des Assises présidentielles, à Lyon, le 5 février 2017.

Les articles de presse

- ALBERTINI, (2015), « Pour Marine Le Pen, 'le plafond de verre a largement cédé' », Libération, le 10 décembre 2015 http://www.liberation.fr/france/2015/12/10/pour-marine-le-pen-le-plafond-de-verre-a-largement-cede_1419934
- ALBERTINI, (2016), « Marine Le Pen en campagne 'au nom du peuple' contre 'l'individu absolu' », Libération, le 18 septembre 2016 http://www.liberation.fr/france/2016/09/18/marine-le-pen-en-campagne-au-nom-du-peuple-contre-l-individu-absolu_1501838
- ALBERTINI, (2017), « A Lyon, le FN déroule un programme sans surprise », Libération, le 4 février 2017 http://www.liberation.fr/france/2017/02/04/a-lyon-le-fn-deroule-un-programme-sans-surprise_1546325
- ANONYME, (2011), « Marine Le Pen prône un 'Etat fort' », Le Figaro, le 16 janvier 2011, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/01/16/97001-20110116FILWWW00178-marine-le-pen-prone-un-etat-fort.php>
- ANONYME, (2014), « Marine Le Pen attaque les 'franco-sceptiques' de l'UMP et du PS », Libération, le 18 mai 2014 http://www.liberation.fr/france/2014/05/18/marine-le-pen-attaque-les-franco-sceptiques-de-l-ump-et-du-ps_1020618
- ANONYME, (2017), « Priorité nationale, pouvoir d'achat, sécurité : Marine Le Pen présente son programme », Le Figaro, le 5 février 2017 <http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/2017/02/05/35003-20170205LIVWWW00044-en-direct-le-meeting-de-marine-le-pen-a-lyon-la-video-le-discours-les-reactions.php>
- BONI DE, (2016), « Le récit du week-end où Marine Le Pen a lancé sa campagne pour 2017 », Le Figaro, le 20 septembre 2016 <http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/2016/09/18/25001-20160918ARTFIG00130-le-recit-du-week-end-o-marine-le-pen-a-lance-sa-campagne-pour-2017.php>

- FORCARI, (2011), « La famille FN recomposée à Tours », Libération, le 17 janvier 2011, http://www.liberation.fr/france/2011/01/17/la-famille-fn-recomposee-a-tours_707755
- FORCARI, (2012), « En campagne, le FN chasse les classes moyennes », Libération, le 9 janvier 2012 http://www.liberation.fr/france/2012/01/09/en-campagne-le-fn-chasse-les-classes-moyennes_786942
- GALIERO, (2014), « Marine Le Pen dénonce les ‘francosceptiques’ de ‘l’UMPS’ », Le Figaro, le 18 mai 2014 <http://www.lefigaro.fr/elections/europeennes-2014/2014/05/18/01053-20140518ARTFIG00183-marine-le-pen-denonce-les-francosceptiques-de-l-umps.php>
- GALIERO, (2015), « Régionales 2015 : Marine Le Pen veut nationaliser ses succès », Le Figaro, le 10 décembre 2015 <http://www.lefigaro.fr/elections/regionales-2015/2015/12/10/35002-20151210ARTFIG00380-marine-le-pen-veut-nationaliser-ses-succes.php>
- PERRAULT, (2012), « Marine Le Pen reprend le thème du protectionnisme », Le Figaro, le 9 janvier 2012 <http://www.lefigaro.fr/politique/2012/01/09/01002-20120109ARTFIG00395-marine-le-pen-reprend-le-theme-du-protectionnisme.php>
- PERRAULT, (2013), « Marine Le Pen se pose en ‘alternative’ », Le Figaro, le 16 septembre 2013 <http://www.lefigaro.fr/politique/2013/09/15/01002-20130915ARTFIG00154-marine-le-pen-se-pose-en-alternative.php>
- ROTMAN, (2013), « Fillon vu en ‘VRP’ » par le Front national », Libération, le 15 septembre 2013 http://www.liberation.fr/france/2013/09/15/fillon-vu-en-vrp-par-le-front-national_932172